

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/30038]

26 DECEMBRE 2022. — Loi portant des dispositions diverses en matière d'organisation judiciaire II (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code judiciaire*

Art. 2. L'article 100, § 4, alinéa 5, du Code judiciaire, remplacé par la loi du 1^{er} décembre 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 19 octobre 2015, est complété par la phrase suivante :

« Les substituts de l'auditeur du travail nommés près l'auditorat du travail du Brabant Wallon sont nommés à titre subsidiaire près l'auditorat du travail de Bruxelles. ».

Art. 3. À l'article 121 du même Code, remplacé par la loi du 21 décembre 2009, modifié en dernier lieu par la loi du 10 mai 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou en concertation avec les présidents des juges de paix et des juges au tribunal de police concernés, parmi les juges au tribunal de police du ressort de la cour d'appel »;

2° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Ils peuvent également être désignés par le premier président de la cour d'appel en concertation avec les présidents des juges de paix et des juges au tribunal de police concernés parmi les juges au tribunal de police admis à la retraite en raison de leur âge et qui n'ont pas atteint l'âge de 75 ans ou qui à leur demande ont été admis à la retraite avant l'âge légal et qui en outre ont été autorisés à porter le titre honorifique de leurs fonctions. »;

3° dans l'alinéa 5, les mots « ou du tribunal de police » sont insérés entre les mots « tribunal de première instance » et les mots « d'Eupen »;

4° l'alinéa 5 est complété par la phrase suivante :

« La concertation a lieu entre le premier président de la cour d'appel et le président du tribunal de première instance d'Eupen. ».

Art. 4. Dans l'article 157 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par la loi du 25 décembre 2016, deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Le Roi peut, sur proposition ou après avis du premier président ou du président, attacher un même greffe à plusieurs divisions de la même cour ou du même tribunal et déterminer où ce greffe a son siège.

Lorsque le Roi attache un même greffe à plusieurs justices de paix ou à plusieurs divisions de la même cour ou du même tribunal, il veille à ce que l'accès à la justice pour le justiciable et la qualité du service restent garantis. ».

Art. 5. L'article 159 du même Code, rétabli par la loi du 25 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 15 avril 2018, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dès lors que le Roi, en application de l'article 157, alinéa 3, attache un même greffe à plusieurs divisions d'une cour ou d'un tribunal, les membres du personnel de niveau C et D qui sont nommés dans les divisions concernées sont renommés d'office dans ce nouveau greffe, sans application de l'article 287sexies et sans nouvelle prestation de serment. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2023/30038]

26 DECEMBER 2022. — Wet houdende diverse bepalingen inzake rechterlijke organisatie II (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 2. Artikel 100, § 4, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 1 december 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 oktober 2015, wordt aangevuld met de volgende zin :

“De substituten van de arbeidsauditeur benoemd bij het arbeidsauditoraat Waals-Brabant worden in subsidiaire orde benoemd bij het arbeidsauditoraat te Brussel.”.

Art. 3. In artikel 121 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 21 december 2009, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 mei 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “of in overleg met de betrokken voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank onder de rechters in de politierechtbank van het rechtsgebied van het hof van beroep”;

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

“Zij kunnen evenzeer worden aangewezen door de eerste voorzitter van het hof van beroep in overleg met de betrokken voorzitters van de vrederechters en rechters in de politierechtbank onder de rechters in de politierechtbank toegelaten tot de inruststelling wegens hun leeftijd en die nog niet de leeftijd van 75 jaar hebben bereikt of die op eigen verzoek voor de wettelijke leeftijd zijn toegelaten tot de inruststelling en die bovendien werden gemachtigd tot het voeren van de eretitel van hun ambt.”;

3° in het vijfde lid worden de woorden “of de politierechtbank” ingevoegd tussen de woorden “rechtbank van eerste aanleg” en de woorden “te Eupen”;

4° het vijfde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

“Het overleg heeft plaats tussen de eerste voorzitter van het hof van beroep en de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Eupen.”.

Art. 4. In artikel 157 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden tussen het tweede en het derde lid, twee leden ingevoegd, luidende :

“De Koning kan, op voorstel of na advies van de eerste voorzitter of voorzitter, eenzelfde griffie verbinden aan meerdere afdelingen van hetzelfde hof of dezelfde rechtbank en bepalen waar deze griffie haar zetel houdt.

Wanneer de Koning eenzelfde griffie aan meerdere vrederechters of aan meerdere afdelingen van hetzelfde hof of dezelfde rechtbank verbindt, ziet Hij erop toe dat de toegang tot justitie voor de rechtzoekende en de kwaliteit van de dienstverlening gegarandeerd blijven.”.

Art. 5. Artikel 159 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 25 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Op het ogenblik dat de Koning bij toepassing van artikel 157, derde lid, eenzelfde griffie verbindt aan meerdere afdelingen van een hof of een rechtbank, worden de personeelsleden van niveau C en D die vast benoemd zijn in de betrokken afdelingen ambtshalve herbenoemd in deze nieuwe griffie, zonder toepassing van artikel 287sexies en zonder nieuwe eedaflegging.”.

Art. 6. À l'article 160 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 4, 3°, les mots « d'un représentant de niveau A du Service public fédéral Personnel et Organisation, désigné par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, et d'un représentant de niveau A du Service public fédéral Budget et Contrôle de la gestion, désigné par le ministre qui a le budget dans ses attributions » sont remplacés par les mots « d'un représentant de niveau A du Service public fédéral Stratégie et Appui désigné par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et d'un représentant de niveau A du Service public fédéral Stratégie et Appui désigné par le ministre qui a le budget dans ses attributions »;

b) dans le paragraphe 8, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« La fonction et la pondération correspondante déterminée en vertu du paragraphe 3, attribuée aux titres de greffier en chef et de secrétaire en chef, sont définies sur la base du cadre du greffe ou du secrétariat de parquet. ».

Art. 7. Dans le même Code, il est inséré un article 164/1 rédigé comme suit :

« Art. 164/1. Les greffiers en chef des cours et tribunaux, à l'exception de la Cour de cassation, forment ensemble un conseil, appelé conseil des greffiers en chef.

Le conseil des greffiers en chef est chargé de donner des avis, d'initiative ou à sa demande, au Collège des cours et tribunaux sur des sujets et des questions portant sur l'organisation, le fonctionnement et la gestion des greffes ainsi que sur le statut, la carrière, l'évaluation et le statut pécuniaire du personnel judiciaire.

Le conseil désigne en son sein, à chaque fois pour la durée d'une année judiciaire, un président et un vice-président appartenant à un autre régime linguistique, qui remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Le conseil se réunit d'initiative ou à la demande du Collège des cours et tribunaux, et au moins une fois par trimestre. ».

Art. 8. Dans le même Code, il est inséré un article 173/1 rédigé comme suit :

« Art. 173/1. Les secrétaires en chef des parquets généraux, à l'exception de la Cour de cassation, des auditorats généraux, du parquet fédéral, du parquet de la sécurité routière, des parquets de première instance et des auditorats du travail forment ensemble un conseil, appelé conseil des secrétaires en chef.

Le conseil des secrétaires en chef est chargé de donner des avis, d'initiative ou à leur demande, au Collège des procureurs généraux et au Collège du ministère public sur des sujets et des questions portant sur l'organisation, le fonctionnement et la gestion des secrétariats de parquet ainsi que sur le statut, la carrière, l'évaluation et le statut pécuniaire du personnel judiciaire.

Le conseil désigne en son sein, à chaque fois pour la durée d'une année judiciaire, un président et un vice-président appartenant à un autre régime linguistique, qui remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Le conseil se réunit d'initiative ou à la demande du Collège des procureurs généraux ou du Collège du ministère public, et au moins une fois par trimestre. ».

Art. 9. L'article 182 du même Code, rétabli par la loi du 18 février 2014 et modifié par les lois du 6 juillet 2017 et du 15 avril 2018, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 182. § 1^{er}. Le Collège est composé de douze membres, d'un président et d'un vice-président. Les membres comptent trois premiers présidents de cour d'appel, un premier président de cour du travail, trois présidents de tribunal de première instance, un président de tribunal de l'entreprise, un président de tribunal du travail, un président des juges de paix et des juges au tribunal de police et deux membres du conseil des greffiers en chef. Le Collège est composé paritairement sur le plan linguistique. Si un membre est issu de l'arrondissement judiciaire d'Eupen, il est comptabilisé dans le rôle linguistique de son diplôme de docteur, licencié ou master en droit. Les membres du conseil des greffiers en chef appartiennent à un rôle linguistique différent.

§ 2. Les magistrats membres du Collège sont élus par les chefs de corps des cours d'appel, des cours du travail, des tribunaux et des justices de paix pour un terme de cinq ans.

Art. 6. In artikel 160 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 4, 3°, worden de woorden "een vertegenwoordiger van niveau A van de federale overheidsdienst Personeel en Organisatie, aangewezen door de minister die de ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft en een vertegenwoordiger van niveau A van de federale Overheidsdienst Budget en Beheerscontrole, aangewezen door de minister die de begroting onder zijn bevoegdheid heeft" vervangen door de woorden "een vertegenwoordiger van niveau A van de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, aangewezen door de minister die de ambtenarenzaken onder zijn bevoegdheid heeft en een vertegenwoordiger van niveau A van de Federale overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, aangewezen door de minister die de begroting onder zijn bevoegdheid heeft";

b) in paragraaf 8, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

"De functie en de daarmee overeenstemmende weging die werd bepaald krachtens paragraaf 3 die toegekend wordt aan de titels van hoofdgriffier en hoofdsecretaris wordt bepaald op basis van de personeelsformatie van de griffie of het parketsecretariaat."

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 164/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 164/1. De hoofdgriffiers van de hoven en rechtbanken, het Hof van Cassatie uitgezonderd, vormen samen een raad, raad van hoofdgriffiers genaamd.

De raad van hoofdgriffiers heeft tot taak het College van de hoven en rechtbanken ambtshalve of op diens verzoek te adviseren over zaken en vragen die betrekking hebben op de organisatie, de werking en het beheer van de griffies alsook op het statuut, de loopbaan, de evaluatie en de bezoldigingsregeling van het gerechtspersoneel.

De raad wijst, telkenmale voor de duur van een gerechtelijk jaar, onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter aan die tot een ander taalstelsel behoort, die de voorzitter in geval van afwezigheid of verhindering vervangt.

De raad vergadert op eigen initiatief of op verzoek van het College van de hoven en rechtbanken en minstens eenmaal per trimester."

Art. 8. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 173/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 173/1. De hoofdsecretarissen van de parketten-generaal, het Hof van Cassatie uitgezonderd, van de auditoraten-generaal, van het federaal parket, van het parket voor de verkeersveiligheid, van de parketten van eerste aanleg en van de arbeidsauditoraten vormen samen een raad, raad van hoofdsecretarissen genaamd.

De raad van hoofdsecretarissen heeft tot taak het College van procureurs-generaal en het College van het openbaar ministerie ambtshalve of op diens verzoek te adviseren over zaken en vragen die betrekking hebben op de organisatie, de werking en het beheer van de parketsecretariaten alsook op het statuut, de loopbaan, de evaluatie en de bezoldigingsregeling van het gerechtspersoneel.

De raad wijst, telkenmale voor de duur van een gerechtelijk jaar, onder zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter aan die tot een ander taalstelsel behoort, die de voorzitter in geval van afwezigheid of verhindering vervangt.

De raad vergadert op eigen initiatief of op verzoek van het College van procureurs-generaal of het College van het openbaar ministerie en minstens eenmaal per trimester."

Art. 9. Artikel 182 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 18 februari 2014 en gewijzigd bij de wetten van 6 juli 2017 en 15 april 2018, wordt vervangen als volgt :

"Art. 182. § 1. Het College bestaat uit twaalf leden, een voorzitter en een ondervoorzitter. De leden tellen drie eerste voorzitters van een hof van beroep, een eerste voorzitter van een arbeidshof, drie voorzitters van een rechtbank van eerste aanleg, een voorzitter van een ondernemingsrechtbank, een voorzitter van een arbeidsrechtbank, een voorzitter van de vrederechters en rechters in de politierechtbank en twee leden van de raad van hoofdgriffiers. Het College wordt taalkundig paritair samengesteld. Indien een lid afkomstig is uit het gerechtelijk arrondissement Eupen, wordt het meegeteld bij de taalrol van zijn diploma van doctor, licentiaat of master in de rechten. De leden van de raad van hoofdgriffiers behoren tot een verschillende taalrol.

§ 2. De magistraat - leden van het College worden verkozen door de korpschefs van de hoven van beroep, van de arbeidshoven, van de rechtbanken en van de vredegerechten voor een termijn van vijf jaar.

La perte du mandat de chef de corps, sauf à la suite d'une peine disciplinaire ou d'une admission à la retraite ne met pas fin au mandat de membre du Collège.

Un collège électoral des premiers présidents élit les quatre représentants des cours, selon une répartition linguistique paritaire.

Un collège électoral des présidents élit les six représentants des tribunaux et des justices de paix, selon une répartition linguistique paritaire. Un des trois présidents du tribunal de première instance appartient à l'autre rôle linguistique que celui des deux autres présidents du tribunal de première instance.

Le Roi fixe les modalités de l'élection.

§ 3. Les membres du conseil des greffiers en chef élisent leurs représentants au sein du Collège pour un terme de trois ans, renouvelable à la demande de chacun des représentants. Le Roi fixe les modalités de l'élection.

§ 4. Le Collège élit parmi ses membres visés au paragraphe 2 ou parmi les chefs de corps honoraires visés à l'article 259^{quater}, § 5/1, un président et un vice-président pour un terme renouvelable de cinq ans, lequel prend fin d'office à l'expiration du terme visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}. Le chef de corps honoraire doit être éloigné d'au moins cinq ans de son admission à la retraite. Le président et le vice-président appartiennent à un rôle linguistique différent. Après deux ans et demi, une alternance des mandats est respectée. Le Roi fixe les modalités de la désignation du président et du vice-président sur proposition conforme du Collège.

Le président et le vice-président élus sont remplacés en tant que membres du Collège conformément au paragraphe 5, alinéa 1^{er}.

Le président ou le vice-président dont le mandat devient vacant avant son terme ou qui encourt une sanction disciplinaire est remplacé pour la durée restante par un autre membre élu du Collège ou par un chef de corps honoraire visé à l'article 259^{quater}, § 5/1, du même rôle linguistique.

Le président et le vice-président exercent leur mandat à temps plein. Ils perçoivent le traitement octroyé au premier président de la cour d'appel. L'article 323^{bis} leur est applicable.

§ 5. Pour la durée du mandat des membres du Collège visés au paragraphe 2, une liste de successeurs est établie, composée des chefs de corps non élus dans l'ordre du nombre de votes reçus. En cas d'absence, d'empêchement, ou d'ouverture prématurée du mandat au sein du Collège, le membre concerné, selon le cas, pour la durée de son absence ou de son empêchement ou pour la durée restante de son mandat, est remplacé par le premier successeur en rang utile issu du même type de juridiction et du même rôle linguistique de la liste des successeurs à l'exception des successeurs dont le mandat de chef de corps a pris fin à la suite d'une peine disciplinaire ou de leur admission à la retraite. À défaut, le membre est remplacé par le chef de corps du même type de juridiction et du même rôle linguistique comptant le plus grand nombre d'années d'ancienneté au siège.

Dans le cas où un membre du Collège qui représente le conseil des greffiers en chef est absent ou empêché, il est remplacé par un membre du conseil qu'il représente et qui appartient au même rôle linguistique. Lorsqu'un représentant du conseil des greffiers en chef perd sa qualité de greffier en chef au cours de son mandat, il est remplacé par un successeur issu d'une liste établie selon des modalités fixées par le Roi.

§ 6. Le Collège décide à la majorité des voix, dont au moins une voix dans chaque groupe linguistique. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. Les membres du conseil des greffiers en chef siègent avec voix consultative.

Le Collège prend les décisions relatives aux compétences visées à l'article 181, alinéa 1^{er}. Le président et le vice-président prennent des décisions autonomes et concertées qui exécutent la stratégie établie par le Collège. Ils en rendent compte au Collège. Si le président et le vice-président ne sont pas d'accord sur la décision à prendre, ils la soumettent au Collège.

Le Collège approuve son règlement d'ordre intérieur et peut se doter d'un bureau, qui est composé paritairement sur le plan linguistique, pour la préparation et l'exécution des décisions. Si un bureau est créé, le président et le vice-président y participent de plein droit.

Le Collège se réunit au moins une fois par mois. Il peut également être invité à se réunir par une demande motivée du ministre de la Justice ou du président du Collège du ministère public. Ceux-ci peuvent demander au Collège d'édicter une recommandation ou une

Het verlies van het mandaat van korpschef tenzij deze het gevolg is van een tuchtstraf of de toelating tot de inruststelling, maakt geen einde aan het mandaat van lid van het College.

Een kiescollege van de eerste voorzitters kiest de vier vertegenwoordigers van de hoven, taalparitair verdeeld.

Een kiescollege van de voorzitters kiest de zes vertegenwoordigers van de rechtbanken en de vrederegerechten, taalparitair verdeeld. Eén van de drie voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg behoort tot de andere taalrol dan de twee andere voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg.

De Koning stelt de nadere regels vast voor de verkiezing.

§ 3. De leden van de raad van hoofdgriffiers verkiezen hun vertegenwoordigers in het College voor een termijn van drie jaar, die hernieuwbaar is op verzoek van elk van de betrokken vertegenwoordigers. De Koning stelt de nadere regels vast voor de verkiezing.

§ 4. Het College kiest uit zijn leden bedoeld in paragraaf 2 of uit de erekorpschefs zoals bedoeld in artikel 259^{quater}, § 5/1, een voorzitter en een ondervoorzitter voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar dewelke van rechtswege een einde neemt bij het aflopen van de termijn bedoeld in paragraaf 2, eerste lid. De erekorpschef moet minstens vijf jaar verwijderd zijn van zijn inruststelling. De voorzitter en de ondervoorzitter behoren tot een verschillende taalrol. Na tweeën-half jaar wordt een beurtwisseling van de mandaten in acht genomen. De Koning stelt de nadere regels vast voor de aanwijzing van de voorzitter en ondervoorzitter op eensluidend voorstel van het College.

De gekozen voorzitter en ondervoorzitter worden als lid van het College vervangen overeenkomstig paragraaf 5, eerste lid.

Bij het voortijdig opvallen van het mandaat van voorzitter of ondervoorzitter of bij het oplopen van een tuchtstraf wordt de voorzitter of ondervoorzitter voor de resterende duur vervangen door een ander verkozen lid van het College of door een erekorpschef als bedoeld in artikel 259^{quater}, § 5/1, van dezelfde taalrol.

De voorzitter en de ondervoorzitter oefenen hun mandaat voltijds uit. Zij ontvangen de wedde die toegekend wordt aan de eerste voorzitter van het hof van beroep. Artikel 323^{bis} is op hen van toepassing.

§ 5. Voor de leden van het College bedoeld in paragraaf 2 wordt voor de duur van het mandaat een lijst met opvolgers opgesteld, die bestaat uit de niet-verkozen korpschefs in volgorde van het behaalde aantal stemmen. Bij afwezigheid, verhindering of, het voortijdig opvallen van een mandaat van lid in het College, wordt het betrokken lid, al naargelang het geval, voor de duur van de afwezigheid of verhindering dan wel voor de resterende duur van het mandaat, vervangen door de eerst nuttig gerangschikte opvolger uit hetzelfde type rechtscollège en van dezelfde taalrol uit de lijst van opvolgers, uitgezonderd de opvolgers waarvan het mandaat van korpschef een einde nam door toedoen van een tuchtstraf of die werden toegelaten tot de inruststelling. Bij gebrek hieraan, wordt het lid vervangen door de korpschef van hetzelfde type rechtscollège en dezelfde taalrol met het hoogste aantal jaren dienstanciënniteit binnen de zetel.

Ingeval een lid van het College dat de raad van hoofdgriffiers vertegenwoordigt, afwezig of verhinderd is, wordt het vervangen door een lid van de raad die het vertegenwoordigt en dat tot dezelfde taalgroep behoort. Wanneer een vertegenwoordiger van de raad van hoofdgriffiers in de loop van zijn mandaat zijn hoedanigheid van hoofdgriffier verliest, wordt hij vervangen door een opvolger vermeld in een lijst opgesteld volgens door de Koning bepaalde nadere regels.

§ 6. Het College beslist bij meerderheid van stemmen, waaronder minstens één stem in elke taalgroep. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. De leden van de raad van hoofdgriffiers zetelen met raadgevende stem.

Het College neemt de beslissingen inzake de bevoegdheden bedoeld in artikel 181, eerste lid. De voorzitter en de ondervoorzitter nemen autonoom en in overleg beslissingen die aan de door het College bepaalde strategie uitvoering geven. Ze geven hiervan rekenschap aan het College. Indien de voorzitter en de ondervoorzitter het niet eens zijn over de te nemen beslissing, leggen zij deze voor aan het College.

Het College keurt zijn huishoudelijk reglement goed en kan zich voorzien van een taalparitair bureau voor de voorbereiding en uitvoering van de beslissingen. Indien er een bureau gecreëerd wordt, nemen de voorzitter en de ondervoorzitter van rechtswege deel aan dit bureau.

Het College vergadert minstens eenmaal per maand. De minister van Justitie of de voorzitter van het College van het openbaar ministerie kan eveneens het College op hun met redenen omklede vraag verzoeken bijeen te komen. Zij kunnen het College verzoeken een aanbeveling of

directive. Le Collège statue sur ces demandes. Les deux Collèges se réunissent conjointement de leur propre initiative ou à la demande du ministre de la Justice. ».

Art. 10. À l'article 183 du même Code, rétabli par la loi du 18 février 2014 et modifié par la loi du 19 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par cinq alinéas rédigés comme suit :

« Le Collège peut désigner un ou plusieurs chargés de mission de classe A3 ou A4 pour l'exécution de tâches ou de missions qui requièrent une connaissance particulière ou une expérience étendue à un niveau élevé. Le chargé de mission est détaché pour une période maximale de trois ans, renouvelable une fois.

Le chargé de mission est détaché parmi :

- les membres du personnel judiciaire;
- les membres du personnel d'un service public fédéral ou d'un service public fédéral de programmation.

Pour pouvoir être détaché, le membre du personnel de la fonction publique fédérale ou le membre du personnel judiciaire doit au moins être titulaire de la classe A2 et justifier de quatre ans d'ancienneté de classe ou être titulaire de la classe A3 pour un chargé de mission de classe A3 et au moins être titulaire de la classe A3 et justifier de trois ans d'ancienneté de classe pour un chargé de mission de classe A4.

Pendant la durée du détachement, le chargé de mission est placé d'office en mission d'intérêt général dans son service d'origine.

Un appel à candidats comprenant une description de fonction et un profil de compétences est publié au *Moniteur belge* et est ouvert simultanément aux candidats provenant des différentes formes de recrutement. »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou à la mise à disposition visée » sont remplacés par les mots « , à la mise à disposition ou au détachement visés »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « ou l'agent » sont remplacés par les mots « , l'agent ou le chargé de mission »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ou de l'agent concerné, » sont remplacés par les mots « , de l'agent ou du chargé de mission concerné, »;

5° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « et les magistrats » sont remplacés par les mots « , les magistrats et les chargés de mission »;

6° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots « et les chargés de mission » sont insérés entre les mots « Les membres du personnel » et les mots « visés au présent article »;

7° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 4, le Collège peut engager des personnes en qualité de chargé de mission, visé au paragraphe 2, alinéa 6, sous le régime du contrat de travail pour l'exécution, pendant une période déterminée de maximum trois ans, renouvelable une fois, de tâches ou de missions qui requièrent des connaissances particulières ou une expérience étendue à un niveau élevé. »;

8° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « et des chargés de mission » sont insérés entre les mots « mis à disposition » et les mots « est à charge du budget ».

Art. 11. À l'article 184, § 2, du même Code, rétabli par la loi du 18 février 2014 et modifié par la loi du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Conseil des procureurs du Roi, un membre du Conseil des auditeurs du travail et le procureur fédéral. Le Conseil des procureurs du Roi et le Conseil des auditeurs du travail élisent leurs représentants au sein du Collège pour un terme de cinq ans. » sont remplacés par les mots « conseil des procureurs du Roi, un membre du conseil des auditeurs du travail, deux membres du conseil des secrétaires en chef et le procureur fédéral. Le conseil des procureurs du Roi, le conseil des auditeurs du travail et le conseil des secrétaires en chef élisent leurs représentants au sein du Collège pour un terme de trois ans, renouvelable à la demande de chacun des représentants concernés et, en ce qui concerne le conseil des procureurs du Roi et le conseil des auditeurs du travail, moyennant le respect de l'alternance en matière de rôle linguistique. Aux fins du présent alinéa, le procureur de la sécurité routière est réputé faire partie du conseil des procureurs du Roi. »;

richtlijn uit te vaardigen. Het College zal daarover beslissen. Op eigen initiatief of op vraag van de minister van Justitie vergaderen beide Collegies samen.".

Art. 10. In artikel 183 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 18 februari 2014 en gewijzigd bij de wet van 19 oktober 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met vijf leden, luidende :

"Het College kan een of meerdere opdrachthouders van klasse A3 of A4 aanwijzen voor de uitvoering van taken of opdrachten die een bijzondere kennis of ruime ervaring op hoog niveau vereisen. De opdrachthouder wordt gedetacheerd voor een maximale periode van drie jaar die eenmaal hernieuwbaar is.

De opdrachthouder wordt gedetacheerd uit :

- leden van het gerechtspersoneel;
- personeelsleden van een federale overheidsdienst of programmatorische federale overheidsdienst.

Om te kunnen worden gedetacheerd, moet het personeelslid van het federaal openbaar ambt of het lid van het gerechtspersoneel minstens van klasse A2 zijn met 4 jaar klasseancienniteit of van de klasse A3 voor een opdrachthouder van klasse A3 en minstens van klasse A3 zijn met drie jaar klasseancienniteit voor een opdrachthouder van klasse A4.

Tijdens de duur van de detachering, wordt de opdrachthouder ambtshalve met een opdracht van algemeen belang geplaatst in zijn dienst van oorsprong.

Een oproep tot de kandidaten waarin een functiebeschrijving en competentieprofiel is opgenomen, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en staat tegelijk open voor kandidaten uit de diverse wervingsvormen.";

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "of aan de terbeschikkingstelling" vervangen door de woorden ", de terbeschikkingstelling of de detachering";

3° in paragraaf 3, eerste lid, 1°, worden de woorden "of de ambtenaar" vervangen door de woorden ", de ambtenaar of de opdrachthouder";

4° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, worden de woorden "of de betrokken ambtenaar" vervangen door de woorden ", de betrokken ambtenaar of de betrokken opdrachthouder";

5° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "en magistraten" vervangen door de woorden ", magistraten en opdrachthouders";

6° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden "en de opdracht-houders" ingevoegd tussen de woorden "De personeelsleden" en de woorden "bedoeld in dit artikel";

7° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"In afwijking van het vierde lid kan het College personen in dienst nemen in de hoedanigheid van opdrachthouder, bedoeld in paragraaf 2, zesde lid, onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst voor de uitvoering, gedurende een bepaalde periode van maximum drie jaar, eenmaal hernieuwbaar, van taken of opdrachten die een bijzondere kennis of ruime ervaring op hoog niveau vereisen.";

8° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "en van de opdrachthouders" ingevoegd tussen de woorden "ter beschikking wordt gesteld" en de woorden ", is ten laste van de begroting".

Art. 11. In artikel 184, § 2, van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 18 februari 2014 en gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Raad van procureurs des Konings, een lid van de Raad van de arbeidsauditeurs en de federale procureur plaats. De Raad van procureurs des Konings en de Raad van arbeidsauditeurs verkiezen hun vertegenwoordigers in het College voor een termijn van vijf jaar." vervangen door de woorden "raad van procureurs des Konings, een lid van de raad van de arbeidsauditeurs, twee leden van de raad van hoofdsecretarissen en de federale procureur plaats. De raad van procureurs des Konings, de raad van arbeidsauditeurs en de raad van hoofdsecretarissen verkiezen hun vertegenwoordigers in het College voor een termijn van drie jaar, die hernieuwbaar is op verzoek van elk van de betrokken vertegenwoordigers en, wat de raad van procureurs des Konings en de raad van arbeidsauditeurs betreft, mits naleving van de alternatie qua taalrol. Voor de toepassing van dit lid wordt de procureur voor de verkeersveiligheid geacht deel uit te maken van de raad van procureurs des Konings.";

2° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Les membres du conseil des secrétaires en chef appartiennent à un rôle linguistique différent. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« Si un membre du Collège qui représente le conseil des procureurs du Roi, le conseil des auditeurs du travail ou le conseil des secrétaires en chef est absent ou empêché, il est remplacé par un membre du conseil qu'il représente et qui appartient au même rôle linguistique. »;

4° dans l'alinéa 6, qui devient l'alinéa 7, les mots « non visé à l'alinéa 6 » sont insérés entre les mots « d'un membre du Collège » et les mots « , il est remplacé »;

5° dans l'alinéa 7, qui devient l'alinéa 8, les mots « Conseil des procureurs du Roi ou du Conseil des auditeurs du travail perd sa qualité de magistrat ou de chef de corps » sont remplacés par les mots « conseil des procureurs du Roi ou du conseil des auditeurs du travail perd sa qualité de magistrat ou de chef de corps, ou un représentant du conseil des secrétaires en chef sa qualité de secrétaire en chef ».

Art. 12. À l'article 185 du même Code, rétabli par la loi du 18 février 2014 et modifié par la loi du 19 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par cinq alinéas rédigés comme suit :

« Le Collège peut désigner un ou plusieurs chargés de mission de classe A3 ou A4 pour l'exécution de tâches ou de missions qui requièrent une connaissance particulière ou une expérience étendue à un niveau élevé. Le chargé de mission est détaché pour une période maximale de trois ans renouvelable une fois.

Le chargé de mission est détaché parmi :

— les membres du personnel judiciaire;

— les membres du personnel d'un service public fédéral ou d'un service public fédéral de programmation.

Pour pouvoir être détaché, le membre du personnel de la fonction publique fédérale ou le membre du personnel judiciaire doit au moins être titulaire de la classe A2 et justifier de quatre ans d'ancienneté de classe ou être titulaire de la classe A3 pour un chargé de mission de classe A3 et au moins être titulaire de la classe A3 et justifier de trois ans d'ancienneté de classe pour un chargé de mission de classe A4.

Pendant la durée de son détachement, le chargé de mission est placé d'office en mission d'intérêt général dans son service d'origine.

Un appel à candidats comprenant une description de fonction et un profil de compétences est publié au *Moniteur belge* et est ouvert simultanément aux candidats provenant des différentes formes de recrutement. »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou à la mise à disposition visée » sont remplacés par les mots « , à la mise à disposition ou au détachement visés »;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « ou l'agent » sont remplacés par les mots « , l'agent ou le chargé de mission »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ou de l'agent concerné, » sont remplacés par les mots « , de l'agent ou du chargé de mission concerné, »;

5° dans l'alinéa 2, les mots « et les magistrats » sont remplacés par les mots « , les magistrats et les chargés de mission »;

6° dans l'alinéa 3, les mots « et les chargés de mission » sont insérés entre les mots « Les membres du personnel » et les mots « visés au présent article »;

7° le paragraphe 3 est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 4, le Collège peut engager des personnes en qualité de chargé de mission, visé au paragraphe 2, alinéa 6, sous le régime du contrat de travail pour l'exécution, pendant une période déterminée de maximum trois ans, renouvelable une fois, de tâches ou de missions qui requièrent des connaissances particulières ou une expérience étendue à un niveau élevé. »;

8° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « et des chargés de mission » sont insérés entre les mots « mis à disposition » et les mots « est à charge du budget ».

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

“De leden van de raad van hoofdsecretarissen behoren tot een verschillende taalrol.”;

3° er wordt tussen het vijfde en het zesde lid een lid ingevoegd, luidende :

“Ingeval een lid van het College dat de raad van procureurs des Konings, de raad van arbeidsauditeurs of de raad van hoofdsecretarissen vertegenwoordigt, afwezig of verhinderd is, wordt het vervangen door een lid van de raad die het vertegenwoordigt en dat tot dezelfde taalgroep behoort.”;

4° in het zesde lid, dat het zevende lid wordt, worden de woorden “dat niet bedoeld wordt in het zesde lid” ingevoegd tussen de woorden “een lid van het College” en de woorden “afwezig of verhinderd is”;

5° in het zevende lid, dat het achtste lid wordt, worden de woorden “Raad van procureurs des Konings of van de Raad van arbeidsauditeurs zijn hoedanigheid van magistraat of van korpchef” vervangen door de woorden “raad van procureurs des Konings of van de raad van arbeidsauditeurs zijn hoedanigheid van magistraat of van korpchef of een vertegenwoordiger van de raad van hoofdsecretarissen zijn hoedanigheid van hoofdsecretaris”.

Art. 12. In artikel 185 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 18 februari 2014, en gewijzigd bij de wet van 19 oktober 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2 wordt aangevuld met vijf leden, luidende :

“Het College kan een of meerdere opdrachthouders van klasse A3 of A4 aanwijzen voor de uitvoering van taken of opdrachten die een bijzondere kennis of ruime ervaring op hoog niveau vereisen. De opdrachthouder wordt gedetacheerd voor een maximale periode van drie jaar die eenmaal hernieuwbaar is.

De opdrachthouder wordt gedetacheerd uit :

— leden van het gerechtspersoneel;

— personeelsleden van een federale overheidsdienst of programmatorische federale overheidsdienst.

Om te kunnen worden gedetacheerd, moet het personeelslid van het federaal openbaar ambt of het lid van het gerechtspersoneel minstens van klasse A2 zijn met 4 jaar klasseancienniteit of van de klasse A3 voor een opdrachthouder van klasse A3 en minstens van klasse A3 zijn met drie jaar klasseancienniteit voor een opdrachthouder van klasse A4.

Tijdens de duur van de detachering, wordt de opdrachthouder ambtshalve met een opdracht van algemeen belang geplaatst in zijn dienst van oorsprong.

Een oproep tot de kandidaten waarin een functiebeschrijving en competentieprofiel is opgenomen, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en staat tegelijk open voor kandidaten uit de diverse wervingsvormen.”;

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden “of aan de terbeschikkingstelling” vervangen door de woorden “, de terbeschikkingstelling of de detachering”;

3° in paragraaf 3, eerste lid, 1°, worden de woorden “of de betrokken ambtenaar” vervangen door de woorden “, de ambtenaar of de opdrachthouder”;

4° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, worden de woorden “of de betrokken ambtenaar” vervangen door de woorden “, de betrokken ambtenaar of de betrokken opdrachthouder”;

5° in het tweede lid worden de woorden “en magistraten” vervangen door de woorden “, magistraten en opdrachthouders”;

6° in het derde lid worden de woorden “en de opdrachthouders” ingevoegd tussen de woorden “De personeelsleden” en de woorden “bedoeld in dit artikel”;

7° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidende :

“In afwijking van het vierde lid kan het College personen in dienst nemen in de hoedanigheid van opdrachthouder, bedoeld in paragraaf 2, zesde lid, onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst voor de uitvoering, gedurende een bepaalde periode van maximum drie jaar, eenmaal hernieuwbaar, van taken of opdrachten die een bijzondere kennis of ruime ervaring op hoog niveau vereisen.”;

8° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden “en van de opdrachthouders” ingevoegd tussen de woorden “ter beschikking wordt gesteld” en de woorden “, is ten laste van de begroting”.

Art. 13. À l'article 186 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 23 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, première phrase, les mots « les catégories ou les phases de procédure » sont insérés entre le mot « d'affaires, » et les mots « pour lesquelles »;

2° le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, deuxième phrase, est complété par les mots « ou, en ce qui concerne les cours d'appel et les cours du travail, du ressort »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, la troisième phrase est complétée par les mots « dans les tribunaux de police »;

4° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 7 est remplacé par ce qui suit :

« Si le Roi, par règlement de répartition des affaires, rend une ou plusieurs division(s) exclusivement compétente(s) pour certaines catégories d'affaires, catégories ou phases de procédures, Il veille à ce que l'accès à la justice et la qualité du service restent garantis. »;

5° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 8 est abrogé;

6° un paragraphe 1/1 rédigé comme suit est inséré :

« § 1/1. Le Roi peut, sur la base d'un avis conforme selon le cas du Collège des cours et tribunaux ou du Collège du ministère public, déroger provisoirement aux cadres des magistrats ou des greffiers visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 8, exceptés les cadres de la Cour de cassation, dans une limite de maximum 20 pourcent ou, lorsque le cadre ne prévoit que cinq personnes ou moins, à raison d'une unité, et considérant que les cadres contenant une seule entité ne peuvent jamais être supprimés au profit d'une autre entité. L'avis conforme doit établir que l'augmentation de cadre et la diminution qui en découle dans une autre entité repose sur les résultats de la mesure de la charge de travail la plus récente à ce moment et sur les données concernant les flux de dossiers entrants et sortants des entités concernées et que la dérogation temporaire tend à rétablir un équilibre dans la répartition des moyens humains entre les entités à la suite de l'évolution de la charge de travail des entités concernées. Cette dérogation provisoire aux cadres s'effectue sans dépassement du total national des cadres.

Le membre de l'ordre judiciaire nommé à une place temporaire est nommé en surnombre dans la juridiction, le parquet ou le greffe qui bénéficie de l'augmentation de cadre temporaire.

Aucune personne nommée sur la base du présent paragraphe ne peut être déplacée sans une nouvelle nomination et sans son consentement. ».

Art. 14. Dans l'article 187^{ter} du même Code, inséré par la loi du 7 avril 2005 et remplacé par la loi du 23 décembre 2021, les mots « article 186, § 1^{er}, alinéa 9 » sont chaque fois remplacés par les mots « article 186, § 1^{er}, alinéa 8 ».

Art. 15. L'article 190, § 2^{ter}, du même Code, inséré par la loi du 3 mai 2003, est remplacé par ce qui suit :

« § 2^{ter}. À l'égard du candidat aux fonctions de juge dans une chambre fiscale d'un tribunal de première instance, porteur d'un diplôme attestant d'une formation spécialisée en fiscalité, délivré par une université belge ou, pour autant que la formation soit prise en compte par la Commission de nomination et de désignation visée à l'article 259^{bis}-8, par un établissement d'enseignement supérieur non universitaire, le délai prévu au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°, est réduit à dix ans. ».

Art. 16. Dans l'article 191^{ter} du même Code, inséré par la loi du 7 avril 2005 et remplacé par la loi du 23 décembre 2021, les mots « article 186, § 1^{er}, alinéa 9 » sont chaque fois remplacés par les mots « article 186, § 1^{er}, alinéa 8 ».

Art. 17. Dans l'article 194^{ter} du même Code, inséré par la loi du 7 avril 2005 et remplacé par la loi du 23 décembre 2021, les mots « article 186, § 1^{er}, alinéa 9 » sont chaque fois remplacés par les mots « article 186, § 1^{er}, alinéa 8 ».

Art. 18. Dans l'article 196^{ter}, § 4, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, du même Code, inséré par la loi de 17 mai 2006, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé, et s'il est électronique, via un service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens de l'article 3.37. du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur

Art. 13. In artikel 186 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 23 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, eerste zin, worden de woorden „categorieën van procedures of procedurefasen” ingevoegd tussen het woord “zaken” en de woorden “die afdeling”;

2° in paragraaf 1, derde lid, tweede zin, wordt aangevuld met de woorden “of wat de hoven van beroep en de arbeidshoven betreft, van het rechtsgebied”;

3° in paragraaf 1, derde lid, wordt de derde zin aangevuld met de woorden “in de politierechtbanken”;

4° in paragraaf 1 wordt het zevende lid vervangen als volgt :

“Indien de Koning bij een zaakverdelingsreglement één of meerdere afdeling(en) exclusief bevoegd maakt voor bepaalde categorieën van zaken of van procedures of bepaalde procedurefasen, waakt Hij er over dat, de toegang tot justitie en de kwaliteit van de dienstverlening gewaarborgd blijven.”;

5° in paragraaf 1, wordt het achtste lid opgeheven;

6° een paragraaf 1/1 wordt ingevoegd, luidende :

“§ 1/1. De Koning kan, op grond van een eensluidend advies al naargelang het geval van het College van de hoven en rechtbanken of van het College van het openbaar ministerie, tijdelijk afwijken van de personeelsformaties van de magistraten of griffiers bedoeld in paragraaf 1, achtste lid, de personeelsformaties van het Hof van Cassatie uitgezonderd met een maximumgrens van 20 % of, wanneer de personeelsformatie slechts voorziet in vijf of minder personen, verhoudingsgewijs met een eenheid, en overwegende dat de personeelsformaties die een enkele eenheid bevatten nooit mogen worden opgeheven voor een andere entiteit. Het eensluidend advies moet vaststellen dat de verhoging van de personeelsformatie en de vermindering die daaruit voortvloeit in een andere entiteit, gebaseerd is op de resultaten van de op dat moment meest recente werklasmeting en op gegevens met betrekking tot de stroom van inkomende en uitgaande dossiers van de betrokken entiteiten en dat de tijdelijke afwijking ertoe strekt naar aanleiding van de evolutie van de werklasmeting van de betrokken entiteiten een evenwicht in de verdeling van de menselijke middelen tussen de entiteiten te herstellen. Deze tijdelijke afwijking van de personeelsformatie gebeurt zonder overschrijding van het nationale totaal in de personeelsformatie.

Het lid van de rechterlijke orde dat op een tijdelijke plaats is benoemd, wordt in overtal benoemd in het rechtscollege, het parket of de griffie dat of die de tijdelijke verhoging van de personeelsformatie geniet.

Geen enkele persoon benoemd op grond van deze paragraaf kan worden overgeplaatst zonder een nieuwe benoeming en zonder zijn instemming.”.

Art. 14. In artikel 187^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 april 2005 en vervangen bij de wet van 23 december 2021, worden de woorden “artikel 186, § 1, negende lid” telkens vervangen door de woorden “artikel 186, § 1, achtste lid”.

Art. 15. Artikel 190, § 2^{ter}, van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 3 mei 2003, wordt vervangen als volgt :

“§ 2^{ter}. Voor de kandidaat-rechter in een fiscale kamer van een rechtbank van eerste aanleg die houder is van een diploma waaruit een gespecialiseerde opleiding in fiscaliteit blijkt, afgegeven door een Belgische universiteit of, voor zover de opleiding in aanmerking wordt genomen door de benoemings- en aanwijzingscommissie bedoeld in artikel 259^{bis}-8, door een niet-universitaire instelling van hoger onderwijs, wordt de duur bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 3°, verminderd tot tien jaar.”.

Art. 16. In artikel 191^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 april 2005 en vervangen bij de wet van 23 december 2021, worden de woorden “artikel 186, § 1, negende lid” telkens vervangen door de woorden “artikel 186, § 1, achtste lid”.

Art. 17. In artikel 194^{ter} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 7 april 2005 en vervangen bij de wet van 23 december 2021, worden de woorden “artikel 186, § 1, negende lid” telkens vervangen door de woorden “artikel 186, § 1, achtste lid”.

Art. 18. In artikel 196^{ter}, § 4, eerste lid, tweede zin, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 mei 2006, worden de woorden “bij een ter post aangetekende brief” vervangen door de woorden “bij aangetekende zending en wanneer ze elektronisch gebeurt, via een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging in de zin van artikel 3.37. van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het

l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE ».

Art. 19. À l'article 259bis-2, § 5, du même Code, inséré par la loi de 22 décembre 1998 et modifié par la loi du 19 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé, et s'il est électronique, via un service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens de l'article 3.37. du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé, et s'il est électronique, via un service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens de l'article 3.37. du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, ».

Art. 20. Dans l'article 259bis-3, § 4, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi de 22 décembre 1998, les mots « une lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « un envoi recommandé, et s'il est électronique, via un service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens de l'article 3.37. du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, ».

Art. 21. Dans l'article 259bis-9, § 1/1, alinéa 3, du même Code, inséré par la loi du 6 juillet 2017, les mots « stagiaire judiciaire » sont remplacés par les mots « magistrat en formation ».

Art. 22. À l'article 259bis-10, § 2, du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par les lois des 3 mai 2003 et 28 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « au § 1^{er}, 2°, et l'article 259bis-9 » sont remplacés par les mots « au § 1^{er}, 2° et 4°, et à l'article 259bis-9 »;

2° dans l'alinéa 1^{er}, la deuxième phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Chaque commission de nomination peut, pour l'exercice des compétences visées au paragraphe 1^{er}, faire appel à des experts externes pour assister la commission de nomination ou les sous-commissions. ».

Art. 23. À l'article 259bis-21, § 3, du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, les mots « au personnel des ministères » sont remplacés par les mots « au personnel des services publics fédéraux »;

2° la deuxième phrase commençant par les mots « Les personnes » et finissant par les mots « de rang 13. », et la troisième phrase commençant par les mots « Le président » et finissant par les mots « de rang 17. », sont abrogées.

Art. 24. À l'article 259ter du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 23 mars 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ou stagiaire judiciaire » sont remplacés par les mots « , magistrat en formation ou candidat-magistrat »;

2° le paragraphe 2, alinéa 3, est abrogé;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 4, c), les mots « et, le cas échéant, les observations du candidat » sont abrogés;

4° le paragraphe 3, alinéa 6, est abrogé;

5° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « de nonante jours » sont remplacés par les mots « de septante-cinq jours »;

6° le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, est complété par les phrases suivantes : « Le ministre de la Justice avertit dans le même temps, par voie électronique contre accusé de réception, les candidats de cette transmission. Ceux-ci disposent d'un délai de cinq jours à compter de cette notification pour communiquer par voie électronique, tant au ministre

Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, ».

Art. 19. In artikel 259bis-2, § 5, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wet van 19 december 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "bij een ter post aangetekende brief" vervangen door de woorden "bij aangetekende zending en wanneer ze elektronisch gebeurt, via een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging in de zin van artikel 3.37. van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, »;

2° in het derde lid worden de woorden "bij een ter post aangetekende brief" vervangen door de woorden "bij aangetekende zending en wanneer ze elektronisch gebeurt, via een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging in de zin van artikel 3.37. van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG".

Art. 20. In artikel 259bis-3, § 4, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, worden de woorden "bij een ter post aangetekende brief" vervangen door de woorden "bij aangetekende zending en wanneer ze elektronisch gebeurt, via een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging in de zin van artikel 3.37. van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG, ».

Art. 21. In artikel 259bis-9, § 1/1, derde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 juli 2017, worden de woorden "gerechtelijk stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding".

Art. 22. In artikel 259bis-10, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij de wetten van 3 mei 2003 en 28 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, eerste zin, worden de woorden "bedoeld in § 1, 2° en artikel 259bis-9" vervangen door de woorden "bedoeld in § 1, 2° en 4° en artikel 259bis-9";

2° in het eerste lid wordt de tweede zin vervangen als volgt :

"Iedere benoemingscommissie kan voor de in paragraaf 1 bedoelde bevoegdheden een beroep doen op externe deskundigen die de benoemingscommissie of de subcommissies bijstaan."

Art. 23. In artikel 259bis-21, § 3, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden "op het personeel van de ministeries" vervangen door de woorden "op het personeel van de federale overheidsdiensten";

2° de tweede zin die aanvangt met de woorden "De personen" en eindigt met de woorden " van rang 13." en de derde zin die aanvangt met de woorden " De voorzitter" en eindigt met de woorden " van rang 17.", worden opgeheven.

Art. 24. In artikel 259ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 12 december 1998 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 23 maart 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "hetzij als gerechtelijk stagiair" vervangen door de woorden "hetzij als magistraat in opleiding of kandidaat-magistraat";

2° paragraaf 2, derde lid, wordt opgeheven;

3° in paragraaf 2, vierde lid, c), worden de woorden "en in voorkomend geval de opmerkingen van de kandidaat" opgeheven;

4° paragraaf 3, zesde lid, wordt opgeheven;

5° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "negentig dagen" vervangen door de woorden "vijfenzeventig dagen";

6° paragraaf 4, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zinnen: "De minister van Justitie stelt de kandidaten tegelijkertijd langs elektronische weg tegen ontvangstbewijs in kennis van deze toezending. Zij beschikken over een termijn van vijf dagen vanaf die kennisgeving om hun opmerkingen over de hun betreffende adviezen

de la Justice qu'à la commission de nomination et de désignation compétente, leurs observations sur les avis émis à leur sujet. »;

7° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots « ce délai » sont remplacés par les mots « le délai de septante-cinq jours visé à l'alinéa 1^{er} »;

8° dans le paragraphe 4, alinéa 3, les mots « stagiaires judiciaires » sont chaque fois remplacés par les mots « magistrats en formation »;

9° dans le paragraphe 4, alinéa 4, les mots « de nonante jours » sont remplacés par les mots « de septante-cinq jours ».

Art. 25. Dans l'article 259^{quater}, § 2, alinéa 3, c), du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998, remplacé par la loi du 3 mai 2003 et modifié par la loi du 4 mai 2016, les mots « et, le cas échéant, les observations du candidat » sont abrogés.

Art. 26. À l'article 259^{sexies}/1 du même Code, inséré par la loi du 15 juillet 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 5 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les alinéas 2 et 3, les mots « non renouvelable » sont chaque fois remplacés par le mot « renouvelable »;

2° dans l'alinéa 7, les mots « Les chefs de corps » sont remplacés par les mots « Les magistrats effectifs qui exercent un mandat de chef de corps ».

Art. 27. À l'article 259^{octies} du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998, remplacé par la loi du 6 juillet 2017 et modifié par la loi du 15 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation » et les mots « d'attachés judiciaires » sont remplacés par les mots « de candidats-magistrats »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation » et les mots « stagiaire judiciaire » sont chaque fois remplacés par les mots « magistrat en formation »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation »;

4° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le stage qui donne accès à la fonction de magistrat du ministère public ou du siège a une durée de deux ans. Il comprend une formation consistant en un cycle de cours organisé par l'Institut de formation judiciaire et une formation pratique qui se déroule en plusieurs stades successifs :

— du 1^{er} au 3^e mois et du 5^e mois au 15^e jour du 12^e mois, un stage au sein d'un parquet du procureur du Roi et/ou de l'auditeur du travail;

— durant le 4^e mois et à partir du 16^e jour du 23^e mois jusqu'au 24^e mois, un stage externe;

— à partir du 16^e jour du 12^e mois jusqu'au 15^e jour du 23^e mois, un stage au sein d'une ou de plusieurs chambres du tribunal de première instance, du tribunal du travail et/ou du tribunal de l'entreprise incluant un stage externe à l'étranger. »;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation »;

6° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « stagiaire judiciaire » sont remplacés par les mots « magistrat en formation »;

7° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots « Avant la fin du 9^e mois du stage, le stagiaire » sont remplacés par les mots « Avant la fin du 2^e mois pour ce qui concerne la première partie du stage externe et avant la fin du 19^e mois pour ce qui concerne la dernière partie du stage externe visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, deuxième tiret, le magistrat en formation »;

8° dans le paragraphe 3, alinéa 4, première phrase, les mots « et, au cours du 15^e mois de stage, un rapport circonstancié sur le déroulement » sont remplacés par les mots « ainsi que sur le déroulement de la première partie »;

9° dans le paragraphe 3, alinéa 4, deuxième phrase, le mot « stagiaire » est remplacé par les mots « magistrat en formation »;

10° dans le paragraphe 3, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Au cours du 20^e mois, le second maître de stage transmet à la commission compétente pour l'évaluation du stage judiciaire un rapport circonstancié sur le déroulement de la deuxième partie du stage

langs elektronische weg toe te zenden aan zowel de minister van Justitie als de bevoegde benoemings- en aanwijzingscommissie. »;

7° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden « deze termijn » vervangen door de woorden « de in het eerste lid bedoelde termijn van vijftienzestig dagen »;

8° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden « gerechtelijke stagiaires » telkens vervangen door de woorden « magistraten in opleiding »;

9° in paragraaf 4, vierde lid, worden de woorden « negentig dagen » vervangen door de woorden « vijftienzestig dagen ».

Art. 25. In artikel 259^{quater}, § 2, derde lid, c), van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, vervangen bij de wet van 3 mei 2003 en gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, worden de woorden « en in voorkomend geval de opmerkingen van de kandidaat » opgeheven.

Art. 26. In artikel 259^{sexies}/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 juli 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede en het derde lid wordt het woord « niet-hernieuwbare » telkens vervangen door het woord « hernieuwbare »;

2° in het zevende lid worden de woorden « De korpschefs » vervangen door de woorden « De werkende magistraten die een mandaat van korpschef uitoefenen ».

Art. 27. In artikel 259^{octies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, vervangen bij de wet van 6 juli 2017 en gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden « gerechtelijk stagiair » vervangen door de woorden « magistraat in opleiding » en worden de woorden « gerechtelijke attachés » vervangen door de woorden « kandidaat-magistraten »;

2° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden « gerechtelijke stagiaires » vervangen door de woorden « magistraten in opleiding » en worden de woorden « gerechtelijk stagiair » telkens vervangen door de woorden « magistraat in opleiding »;

3° in paragraaf 1, vijfde lid, worden de woorden « gerechtelijke stagiaires » vervangen door de woorden « magistraten in opleiding »;

4° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De stage die toegang geeft tot het ambt van magistraat van het openbaar ministerie of van de zetel heeft een duur van twee jaar. Zij behelst een opleiding bestaande uit een cyclus van cursussen georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding en een praktische opleiding die verloopt in verschillende opeenvolgende stadia :

— van de 1^{ste} tot de 3^e maand en van de 5^e maand tot de 15^e dag van de 12^e maand, stage bij een parket van de procureur des Konings en/of van de arbeidsauditeur;

— in de 4^e maand en vanaf de 16^e dag van de 23^{ste} maand tot de 24^{ste} maand een externe stage;

— vanaf de 16^e dag van de 12^e maand tot de 15^e dag van de 23^{ste} maand, stage bij een of meer kamers van de rechtbank van eerste aanleg, van de arbeidsrechtbank en/of de ondernemingsrechtbank met inbegrip van een buitenlandse externe stage. »;

5° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden « gerechtelijke stagiaires » vervangen door de woorden « magistraten in opleiding »;

6° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden « gerechtelijk stagiair » vervangen door de woorden « magistraat in opleiding »;

7° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden « De stagiair moet vóór het einde van de 9^e maand van de stage » vervangen door de woorden « De magistraat in opleiding moet voor het einde van de 2^e maand voor wat betreft het eerste gedeelte van de externe stage en voor het einde van de 19^{ste} maand voor wat betreft het laatste gedeelte van de externe stage bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, tweede gedachte-streepje. »;

8° in paragraaf 3, vierde lid, eerste zin, worden de woorden « en in de loop van de 15^e maand van de stage een omstandig verslag omtrent het verloop » vervangen door de woorden « alsook omtrent het verloop van het eerste gedeelte »;

9° in paragraaf 3, vierde lid, tweede zin, wordt het woord « stagiair » vervangen door de woorden « magistraat in opleiding »;

10° in paragraaf 3, wordt het vijfde lid vervangen als volgt :

« In de loop van de 20^{ste} maand zendt de tweede stagemester aan de bevoegde commissie voor de evaluatie van de gerechtelijke stage een omstandig verslag over omtrent het verloop van het tweede deel van de

et au cours du 24^e mois, de la dernière partie de celui-ci et en communique une copie au président du tribunal de première instance, du tribunal du travail et/ou du tribunal de l'entreprise où le magistrat en formation a été affecté, ainsi qu'au premier président de la cour d'appel concernée.»;

11° dans le paragraphe 3, alinéa 6, le mot « stagiaire » est remplacé par les mots « magistrat en formation »;

12° dans le paragraphe 3, alinéa 7, les mots « stagiaire judiciaire » sont remplacés par les mots « magistrat en formation »;

13° dans le paragraphe 3, alinéa 8, le mot « stagiaire » est chaque fois remplacé par les mots « magistrat en formation »;

14° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, le mot « stagiaire » est remplacé par les mots « magistrat en formation »;

15° dans le paragraphe 4, alinéa 2, le mot « stagiaire » est remplacé par les mots « magistrat en formation »;

16° dans le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation »;

17° dans le paragraphe 5, alinéa 2, le mot « stagiaire » est remplacé par les mots « magistrat en formation »;

18° dans le paragraphe 5, alinéa 3, le mot « stagiaire » est remplacé par les mots « magistrat en formation »;

19° dans le paragraphe 5, alinéa 5, le mot « stagiaire » est remplacé par les mots « magistrat en formation » et les mots « stagiaire judiciaire » sont remplacés par les mots « magistrat en formation »;

20° dans le paragraphe 5, alinéa 7, les mots « stagiaire judiciaire » sont remplacés par les mots « magistrat en formation »;

21° dans le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, les mots « stagiaire judiciaire » sont remplacés par les mots « magistrat en formation »;

22° dans le paragraphe 6, alinéa 3, le mot « stagiaire » est remplacé par les mots « magistrat en formation »;

23° dans le paragraphe 6, alinéa 4, les mots « stagiaire judiciaire » sont remplacés par les mots « magistrat en formation »;

24° dans le paragraphe 6, alinéa 5, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation »;

25° dans le paragraphe 7, alinéa 1^{er}, le mot « stagiaire » est chaque fois remplacé par les mots « magistrat en formation » et les mots « d'attaché judiciaire » sont remplacés par les mots « de candidat-magistrat »;

26° dans le paragraphe 7, alinéa 2, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation » et les mots « d'attaché judiciaire » sont remplacés par les mots « de candidat-magistrat »;

27° dans le paragraphe 7, alinéa 3, les mots « de l'attaché judiciaire » sont remplacés par les mots « du candidat-magistrat »;

28° dans le paragraphe 7, alinéa 4, les mots « attachés judiciaires » sont remplacés par les mots « candidats-magistrats »;

29° dans le paragraphe 7, alinéa 5, les mots « L'attaché judiciaire » sont remplacés par les mots « Le candidat-magistrat »;

30° dans le paragraphe 7, alinéa 6, les mots « L'attaché judiciaire » sont remplacés par les mots « Le candidat-magistrat »;

31° dans le paragraphe 8, alinéa 1^{er}, les mots « attachés judiciaires » sont remplacés par les mots « candidats-magistrats »;

32° dans le paragraphe 8, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 4°, les mots « l'attaché judiciaire » sont chaque fois remplacés par les mots « le candidat-magistrat »;

33° dans le paragraphe 8, alinéa 2, les mots « de l'attaché judiciaire » sont remplacés par les mots « du candidat-magistrat ».

Art. 28. Dans l'article 260 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par les lois des 10 avril 2014 et 4 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour pouvoir être nommé, par recrutement, dans une classe de niveau A, avec le titre d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, le candidat doit :

1° être soit docteur, licencié ou master en droit, soit licencié ou master en philologie romane ou en philologie germanique, soit licencié traducteur;

stage en in de loop van de 24^e maand van het laatste deel van de stage en bezorgt een afschrift ervan aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, van de arbeidsrechtbank en/of van de ondernemingsrechtbank waarin de magistraat in opleiding dienstaanwijzing is verleend, evenals aan de eerste voorzitter van het betrokken hof van beroep.»;

11° in paragraaf 3, zesde lid, wordt het woord "stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

12° in paragraaf 3, zevende lid, worden de woorden "gerechtelijk stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

13° in paragraaf 3, achtste lid, wordt het woord "stagiair" telkens vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

14° in paragraaf 4, eerste lid, wordt het woord "stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

15° in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord "stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

16° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden "gerechtelijke stagiairs" vervangen door de woorden "magistraten in opleiding";

17° in paragraaf 5, tweede lid, wordt het woord "stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

18° in paragraaf 5, derde lid, wordt het woord "stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

19° in paragraaf 5, vijfde lid, wordt het woord "stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding" en worden de woorden "gerechtelijk stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

20° in paragraaf 5, zevende lid, worden de woorden "gerechtelijk stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

21° in paragraaf 6, eerste lid, worden de woorden "gerechtelijk stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

22° in paragraaf 6, derde lid, wordt het woord "stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

23° in paragraaf 6, vierde lid, worden de woorden "gerechtelijk stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding";

24° in paragraaf 6, vijfde lid, worden de woorden "gerechtelijke stagiairs" vervangen door de woorden "magistraten in opleiding";

25° in paragraaf 7, eerste lid, wordt het woord "stagiair" telkens vervangen door de woorden "magistraat in opleiding" en worden de woorden "gerechtelijk attaché" vervangen door de woorden "kandidaat-magistraat";

26° in paragraaf 7, tweede lid, worden de woorden "gerechtelijke stagiairs" vervangen door de woorden "magistraten in opleiding" en worden de woorden "gerechtelijk attaché" vervangen door de woorden "kandidaat-magistraat";

27° in paragraaf 7, derde lid, worden de woorden "gerechtelijk attaché" vervangen door de woorden "kandidaat-magistraat";

28° in paragraaf 7, vierde lid, worden de woorden "gerechtelijk attachés" vervangen door de woorden "kandidaat-magistraten";

29° in paragraaf 7, vijfde lid, worden de woorden "gerechtelijk attaché" vervangen door de woorden "kandidaat-magistraat";

30° in paragraaf 7, zesde lid, worden de woorden "gerechtelijk attaché" vervangen door de woorden "kandidaat-magistraat";

31° in paragraaf 8, eerste lid, worden de woorden "gerechtelijk attachés" vervangen door de woorden "kandidaat-magistraten";

32° in paragraaf 8, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 4°, worden de woorden "gerechtelijk attaché" telkens vervangen door de woorden "kandidaat-magistraat";

33° in paragraaf 8, tweede lid, worden de woorden "gerechtelijk stagiair" vervangen door de woorden "kandidaat-magistraat".

Art. 28. In artikel 260 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 10 april 2014 en 4 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. Om door middel van werving te worden benoemd in een klasse van het niveau A, met de titel van attaché in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie moet de kandidaat :

1° doctor, licentiaat of master in de rechten zijn, hetzij licentiaat of master in de Romaanse of Germaanse filologie, hetzij licentiaat vertaler;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor – le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.»;

b) l'article est complété par les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A2 du niveau A, avec le titre d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans la classe A1, avec le titre d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation et compter une ancienneté de classe de 2 ans au moins;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor – le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

§ 4. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A3 du niveau A, avec le titre de conseiller en concordance des textes, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans la classe A1 ou la classe A2, avec le titre d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation, et compter une ancienneté de classe d'au moins quatre ans dans la classe A2 ou d'au moins six ans dans la classe A1 ou d'au moins six ans dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor – le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.».

Art. 29. Dans l'article 261 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par les lois des 10 avril 2014 et 4 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le texte actuel de cet article, qui constituera le paragraphe 1^{er}, à l'alinéa 1^{er}, les mots « Pour pouvoir être nommé dans une classe de niveau A, avec le titre de référendaire à la cour d'appel, à la cour du travail et aux tribunaux, ou juriste de parquet aux parquets près ces cours et ces tribunaux, » sont remplacés par les mots « Pour pouvoir être nommé, par recrutement, dans une classe de niveau A, avec le titre de référendaire ou de juriste de parquet, »;

b) l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A2 du niveau A, avec le titre de référendaire ou de juriste de parquet, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans la classe A1, avec le titre de référendaire ou de juriste de parquet, et compter une ancienneté de classe de deux ans au moins;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor – le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.».

Art. 30. Dans l'article 261/1 du même Code, inséré par la loi du 23 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le texte actuel de cet article, qui constituera le paragraphe 1^{er}, à l'alinéa 1^{er}, les mots « , par recrutement, » sont insérés entre les mots « Pour pouvoir être nommé » et les mots « dans une classe de niveau A »;

b) l'article est complété par les paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A2 du niveau A, avec le titre de criminologue, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans la classe A1, avec le titre de criminologue, et compter une ancienneté de classe de deux ans au moins;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor – le Bureau de sélection de l'Administration fédérale.

§ 3. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A3 du niveau A, avec le titre de criminologue, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans la classe A1 ou la classe A2, avec le titre de criminologue, et compter une ancienneté de classe d'au moins quatre ans dans la classe A2 ou d'au moins six ans dans la classe A1 ou d'au moins six ans dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor – het Selectiebureau voor de federale overheid.»;

b) het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidende :

« § 3. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A2 van het niveau A met de titel van attaché in de dienst documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in de klasse A1 met de titel van attaché in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie en beschikken over een klassenanciënniteit van tenminste 2 jaar;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor – het Selectiebureau voor de federale overheid.

§ 4. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A3 van het niveau A met de titel van adviseur overeenstemming der teksten, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in de klasse A1 of de klasse A2 met de titel van attaché in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie en beschikken over een klassenanciënniteit van tenminste vier jaar in de klasse A2 of ten minste zes jaar in de klasse A1 of ten minste zes jaar in de klassen A1 en A2 samen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor – het Selectiebureau voor de federale overheid.».

Art. 29. In artikel 261 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 10 april 2014 en 4 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bestaande tekst van dit artikel dat paragraaf 1 vormt, worden in het eerste lid de woorden "Om te worden benoemd in een klasse van het niveau A, met de titel van referendaris bij het hof van beroep, bij het arbeidshof en bij de rechtbanken, of parketjurist bij de parketten bij die hoven en die rechtbanken," vervangen door de woorden "Om door middel van werving te worden benoemd in een klasse van het niveau A, met de titel van referendaris of parketjurist,";

b) het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

« § 2. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A2 van het niveau A met de titel van referendaris of parketjurist, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in de klasse A1 met de titel van referendaris of parketjurist en beschikken over een klassenanciënniteit van tenminste twee jaar;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor – het Selectiebureau voor de federale overheid.».

Art. 30. In artikel 261/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bestaande tekst van dit artikel dat paragraaf 1 zal vormen, worden in het eerste lid de woorden "door middel van werving" ingevoegd tussen het woord "Om" en de woorden "te worden benoemd in een klasse van het niveau A";

b) het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 2 en 3, luidende :

« § 2. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A2 van het niveau A met de titel van criminoloog, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in de klasse A1 met de titel van criminoloog en beschikken over een klassenanciënniteit van tenminste twee jaar;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor – het Selectiebureau voor de federale overheid.

§ 3. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A3 van het niveau A met de titel van criminoloog, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in de klasse A1 of de klasse A2 met de titel van criminoloog en beschikken over een klassenanciënniteit van tenminste vier jaar in de klasse A2 of ten minste zes jaar in de klasse A1 of ten minste zes jaar in de klassen A1 en A2 samen;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor – le Bureau de sélection de l'Administration fédérale. ».

Art. 31. Dans l'article 262 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A2 du niveau A, avec le titre de greffier en chef, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de classe de deux ans au moins dans la classe A1 ou une ancienneté de grade de deux ans au moins dans une fonction de niveau B pour le titulaire d'un diplôme ou certificat visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, ou une ancienneté de grade de cinq ans au moins pour celui qui n'est pas titulaire de ce diplôme ou certificat;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4. »;

b) il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A3 du niveau A, avec le titre de greffier en chef, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de quatre ans au moins dans la classe A2 ou une ancienneté de six ans dans la classe A1 ou une ancienneté de six ans au moins dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4. »;

c) il est inséré un paragraphe 2/2, rédigé comme suit :

« § 2/2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A4 du niveau A, avec le titre de greffier en chef, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans la classe A2 ou A3. Les candidats nommés dans la classe A2 doivent compter au moins quatre ans d'ancienneté dans la classe A2 ou au moins six ans d'ancienneté dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4. »;

d) au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour pouvoir être désigné dans une classe A4 du niveau A, avec le titre de greffier en chef, conformément à l'article 160, § 8, alinéa 4, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans la classe A2 ou A3 du niveau A en qualité de membre du personnel judiciaire. Les candidats nommés dans la classe A2 doivent compter au moins quatre ans d'ancienneté dans la classe A2 ou au moins six ans d'ancienneté dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor – le Bureau de sélection de l'Administration fédérale. ».

Art. 32. Dans l'article 263 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A1 du niveau A avec le titre de greffier-chef de service, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans le grade du niveau B;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4. »;

b) l'article est complété par les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A2 du niveau A avec le titre de greffier-chef de service, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de classe de deux ans au moins dans la classe A1 ou une ancienneté de grade de deux ans au moins dans une fonction de niveau B pour le titulaire d'un diplôme ou certificat visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, ou une ancienneté de grade de cinq ans au moins pour celui qui n'est pas titulaire de ce diplôme ou certificat;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt, georganiseerd door Selor – het Selectiebureau voor de federale overheid.".

Art. 31. In artikel 262 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A2 van het niveau A met de titel van hoofdgriffier, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang het geval, een klassenanciënniteit van ten minste twee jaar in de klasse A1 of graadanciënniteit van ten minste twee jaar in een ambt van het niveau B indien men beschikt over een diploma of getuigschrift bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, of een graadanciënniteit van ten minste vijf jaar indien men niet beschikt over dit diploma of getuigschrift;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4.”;

b) een paragraaf 2/1 wordt ingevoegd, luidende :

“§ 2/1. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A3 van het niveau A, met de titel van hoofdgriffier, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang het geval, ten minste vier jaar anciënniteit in de klasse A2 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klasse A1 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klassen A1 en A2 samen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4.”;

c) een paragraaf 2/2 wordt ingevoegd, luidende :

“§ 2/2. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A4 van het niveau A met de titel van hoofdgriffier, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in de klasse A2 of A3. Kandidaten benoemd in de klasse A2 moeten beschikken over een anciënniteit van ten minste vier jaar in de klasse A2 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klassen A1 en A2 samen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4.”;

d) in paragraaf 3 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“Om overeenkomstig artikel 160, § 8, vierde lid, aangewezen te worden in een klasse A4 van niveau A met de titel van hoofdgriffier, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in de klasse A2 of A3 als lid van het gerechtspersoneel. Kandidaten benoemd in de klasse A2 moeten beschikken over een anciënniteit van ten minste vier jaar in de klasse A2 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klassen A1 en A2 samen;

2° en geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt georganiseerd door Selor – het Selectiebureau van de federale overheid.”.

Art. 32. In artikel 263 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A1 van het niveau A met de titel van griffier-hoofd van dienst, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in een graad van het niveau B;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4.”;

b) het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidende :

“§ 3. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A2 van het niveau A met de titel van griffier-hoofd van dienst, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang het geval, een klassenanciënniteit van ten minste twee jaar in de klasse A1 of graadanciënniteit van ten minste twee jaar in een ambt van het niveau B indien men beschikt over een diploma of getuigschrift bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, of een graadanciënniteit van ten minste vijf jaar indien men niet beschikt over dit diploma of getuigschrift;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4.

§ 4. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A3 du niveau A avec le titre de greffier-chef de service, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de classe de quatre ans au moins dans la classe A2 ou une ancienneté de six ans au moins dans la classe A1 ou une ancienneté de six ans au moins dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4. ».

Art. 33. Dans l'article 264, § 2, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par la loi du 4 mai 2016, les mots « ou d'expert près un greffe, un secrétariat de parquet ou, le cas échéant, un service d'appui » sont remplacés par les mots « près un greffe, un secrétariat de parquet, un service d'appui ou auprès de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation ».

Art. 34. Dans l'article 265 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A3 du niveau A avec le titre de secrétaire en chef, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de quatre ans au moins dans la classe A2 ou une ancienneté de six ans au moins dans la classe A1 ou une ancienneté de six ans au moins dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4. »;

b) il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A4 du niveau A avec le titre de secrétaire en chef, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans la classe A2 ou A3. Les candidats nommés dans la classe A2 doivent compter au moins quatre ans d'ancienneté dans la classe A2 ou au moins six ans d'ancienneté dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° et être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4. »;

c) au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour pouvoir être désigné dans la classe A4 du niveau A avec le titre de secrétaire en chef, conformément à l'article 160, § 8, alinéa 4, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans la classe A2 ou A3 en qualité de membre du personnel judiciaire. Les candidats nommés dans la classe A2 doivent compter au moins quatre ans d'ancienneté dans la classe A2 ou au moins six ans d'ancienneté dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° et être lauréat d'une sélection comparative pour la fonction concernée, organisée par Selor – le Bureau de sélection de l'Administration fédérale. ».

Art. 35. Dans l'article 266 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A1 du niveau A avec le titre de secrétaire-chef de service, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif dans un grade du niveau B;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4. »;

b) l'article est complété par les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A2 du niveau A avec le titre de secrétaire-chef de service, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de classe de deux ans au moins dans la classe A1 ou une ancienneté de grade d'au moins 2 ans dans une fonction de niveau B s'il est titulaire d'un diplôme ou certificat d'études visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, ou d'au moins 5 ans s'il n'est pas titulaire d'un tel diplôme ou certificat d'études;

2° eslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4.

§ 4. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A3 van het niveau A met de titel van griffier-hoofd van dienst, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang het geval, ten minste vier jaar anciënniteit in de klasse A2 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klasse A1 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klassen A1 en A2 samen;

2° eslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4. ».

Art. 33. In artikel 264, § 2, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, worden de woorden "of deskundige bij een griffie, een parketsecretariaat of, in voorkomend geval, een steundienst" vervangen door de woorden "bij een griffie, een parketsecretariaat, een steundienst of bij het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring".

Art. 34. In artikel 265 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A3 van het niveau A met de titel van hoofdsecretaris, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang het geval, ten minste vier jaar anciënniteit in de klasse A2 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klasse A1 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klassen A1 en A2 samen;

2° eslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4. »;

b) een paragraaf 2/1 wordt ingevoegd, luidende :

« § 2/1. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A4 van het niveau A met de titel van hoofdsecretaris, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in de klasse A2 of A3. Kandidaten benoemd in de klasse A2 moeten beschikken over een anciënniteit van ten minste vier jaar in de klasse A2 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klassen A1 en A2 samen;

2° eslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4. »;

c) in paragraaf 3 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Om overeenkomstig artikel 160, § 8, vierde lid, aangewezen te worden in de klasse A4 van niveau A met de titel van hoofdsecretaris, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in de klasse A2 of A3 als lid van het gerechtspersoneel. Kandidaten benoemd in de klasse A2 moeten beschikken over een anciënniteit van ten minste vier jaar in de klasse A2 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klassen A1 en A2 samen;

2° en eslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt die wordt georganiseerd door Selor – het Selectiebureau van de federale overheid. ».

Art. 35. In artikel 266 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A1 van het niveau A met de titel van secretaris-hoofd van dienst, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn in een graad van het niveau B;

2° eslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4. »;

b) het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidende :

« § 3. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A2 van het niveau A met de titel van secretaris-hoofd van dienst, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang het geval, een klassenanciënniteit van ten minste 2 jaar in de klasse A1 of graadanciënniteit van ten minste 2 jaar in een ambt van het niveau B indien men beschikt over een diploma of getuigschrift bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, of een graadanciënniteit van ten minste 5 jaar indien men niet beschikt over dit diploma of getuigschrift;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4.

§ 4. Pour pouvoir être nommé, par promotion, dans la classe A3 du niveau A avec le titre de secrétaire-chef de service, le candidat doit :

1° être nommé à titre définitif et compter, selon le cas, une ancienneté de quatre ans au moins dans la classe A2 ou une ancienneté de six ans au moins dans la classe A1 ou une ancienneté de six ans au moins dans les classes A1 et A2 ensemble;

2° être lauréat, pour la fonction concernée, d'une sélection comparative visée à l'article 279, § 4. ».

Art. 36. Dans l'article 267, § 2, 1°, du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par la loi du 4 mai 2016, les mots « ou d'expert près un greffe, un secrétariat de parquet ou, le cas échéant, un service d'appui » sont remplacés par les mots « près un greffe, un secrétariat de parquet, un service d'appui ou auprès de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation ».

Art. 37. Dans l'article 273 du même Code, remplacé par la loi de 4 mai 2016, les mots « aux articles 261 à 268 » sont remplacés par les mots « aux articles 260 à 268 ».

Art. 38. À l'article 274 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « promotion et/ou changement de grade » sont remplacés par les mots « promotion ou changement de grade »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « A3 ou A4 » sont remplacés par les mots « A3, A4 ou A5 »;

3° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, la phrase « Le nombre maximum de participants admis à l'épreuve complémentaire, tenant compte de leur classement, peut être limité. » est insérée entre la deuxième et la troisième phrase;

4° dans le paragraphe 4, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 39. À l'article 277 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par les lois du 10 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « avec le titre d'attaché » sont insérés entre les mots « à la classe A2 » et les mots « , le membre du personnel »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « avec le titre de conseiller » sont insérés entre les mots « à la classe A3 » et les mots « , le membre du personnel »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « avec le titre de conseiller général » sont insérés entre les mots « à la classe A4 » et les mots « , le membre du personnel »;

4° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « avec le titre de conseiller général » sont insérés entre les mots « à la classe A5 » et les mots « , le membre du personnel »;

5° le paragraphe 2 est abrogé;

6° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. La promotion par accession au niveau supérieur ou dans une classe supérieure est accordée par le biais d'une sélection comparative, organisée par Selor – le Bureau de sélection de l'Administration fédérale. ».

Art. 40. L'article 278 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié par les lois des 10 avril 2014 et 4 mai 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 278. Le changement de grade ou de titre est la nomination du membre du personnel à un grade ou un titre équivalent au sien.

Les nominations par changement de grade des experts sont faites par le ministre de la Justice. Les autres nominations par changement de grade et les nominations par changement de titre sont faites par le Roi. ».

Art. 41. À l'article 279 du même Code, rétabli par la loi du 4 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « au niveau A » sont remplacés par les mots « à une classe du niveau A »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « L'administrateur délégué du Selor » sont remplacés par les mots « Le directeur général de la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui »;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4.

§ 4. Om door middel van bevordering te worden benoemd in de klasse A3 van het niveau A met de titel van secretaris-hoofd van dienst, moet de kandidaat :

1° vast benoemd zijn en beschikken over, naar gelang van het geval, ten minste vier jaar anciënniteit in de klasse A2 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klasse A1 of ten minste zes jaar anciënniteit in de klassen A1 en A2 samen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie voor het desbetreffende ambt bedoeld in artikel 279, § 4. ».

Art. 36. In artikel 267, § 2, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, worden de woorden "of deskundige bij een griffie, een parketsecretariaat of, in voorkomend geval, een steundienst" vervangen door de woorden "bij een griffie, een parketsecretariaat, een steundienst of bij het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring".

Art. 37. In artikel 273 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 mei 2016, worden de woorden "de artikelen 261 tot 268" vervangen door de woorden "de artikelen 260 tot 268".

Art. 38. In artikel 274 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "bevordering en/of verandering van graad" vervangen door de woorden "bevordering of verandering van graad";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "A3 of A4" vervangen door de woorden "A3, A4 of A5";

3° in paragraaf 4, eerste lid, wordt de zin "Het maximum aantal kandidaten, rekening houdende met hun rangschikking, dat toegelaten wordt tot de bijkomende proef kan beperkt worden." ingevoegd tussen de tweede en de derde zin;

4° in paragraaf 4 wordt het derde lid opgeheven.

Art. 39. In artikel 277 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 10 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "met de titel van attaché" ingevoegd tussen de woorden "Om tot de klasse A2" en de woorden "te worden bevorderd";

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "met de titel van adviseur" ingevoegd tussen de woorden "Om tot de klasse A3" en de woorden "te worden bevorderd";

3° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "met de titel van adviseur-generaal" ingevoegd tussen de woorden "Om tot de klasse A4" en de woorden "te worden bevorderd";

4° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "met de titel van adviseur-generaal" ingevoegd tussen de woorden "Om tot de klasse A5" en de woorden "te worden bevorderd";

5° paragraaf 2 wordt opgeheven;

6° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. De bevordering door overgang naar het hogere niveau of een hogere klasse wordt verleend bij wege van een vergelijkende selectie, georganiseerd door Selor – het Selectiebureau voor de federale overheid. ».

Art. 40. Artikel 278 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en gewijzigd bij de wetten van 10 april 2014 en 4 mei 2016, wordt vervangen als volgt :

« Art. 278. De verandering van graad of titel is de benoeming van het personeelslid tot een graad of titel die gelijkwaardig is met de zijne.

De benoemingen door verandering van graad van de deskundigen worden door de minister van Justitie gedaan. De andere benoemingen door verandering van graad en de benoemingen door verandering van titel worden door de Koning gedaan. ».

Art. 41. In artikel 279 van hetzelfde Wetboek, hersteld bij de wet van 4 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de woorden "niveau A" vervangen door de woorden "een klasse van het niveau A";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "De afgevaardigd bestuurder van Selor" vervangen door de woorden "De directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning";

3° dans le paragraphe 4, la troisième phrase est complétée par les mots « ainsi qu'aux titulaires d'une fonction dans une classe de niveau A. ».

Art. 42. Dans l'article 287ter/1, §§ 1^{er}, 6, 7, 8 et 9, du même Code, inséré par la loi du 10 avril 2014 et modifié par la loi du 4 mai 2016, les mots « article 160, § 8, alinéa 3 » sont chaque fois remplacés par les mots « article 160, § 8, alinéa 4 ».

Art. 43. À l'article 287sexies du même Code, inséré par la loi du 25 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 23 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de membre du personnel judiciaire » sont remplacés par les mots « ou de référendaire près la Cour de cassation »;

2° dans l'alinéa 7, la deuxième phrase commençant par les mots « Pour les places vacantes » et finissant par les mots « l'épreuve complémentaire. » est abrogée;

3° dans l'alinéa 8, les mots « visées à l'alinéa 3 » sont abrogés.

Art. 44. À l'article 287octies du même Code, inséré par la loi du 4 mai 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé, et s'il est électronique, via un service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens de l'article 3.37. du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « à la date d'envoi de la lettre recommandée » sont remplacés par les mots « à la date d'envoi de l'envoi recommandé ».

Art. 45. Dans l'article 309ter, § 2, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 5 février 2016 et modifié par la loi du 5 mai 2019, les mots « l'article 357, § 4, alinéa 5, » sont remplacés par les mots « l'article 357, § 4, alinéa 3, ».

Art. 46. Dans l'article 315ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 7, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 5 mai 2019 et modifié par la loi du 28 novembre 2021, les mots « stagiaires judiciaires » sont chaque fois remplacés par les mots « magistrats en formation ».

Art. 47. Dans la deuxième partie, livre II, titre II, chapitre III, du même Code, il est inséré un article 323ter rédigé comme suit :

« Art 323ter. Les missions exécutées par des magistrats du siège dans le cadre de l'arrêté ministériel du 16 décembre 2021 portant des mesures d'organisations internes en vue de la coordination, la rationalisation et l'accélération de la digitalisation de la Justice sont considérées comme une mission au sens de l'article 323bis, § 1^{er}. ».

Art. 48. Dans l'article 326ter, § 3, alinéa 1^{er}, du même Code, inséré par la loi du 23 décembre 2021, la phrase suivante est insérée entre la première et la deuxième phrase :

« Ces fonctions peuvent être exercées ou non à partir de sa résidence. ».

Art. 49. Dans la deuxième partie, livre II, titre II, chapitre III, du même Code, il est inséré un article 327quater rédigé comme suit :

« Art. 327quater. Les missions exécutées par des magistrats du ministère public dans le cadre de l'arrêté ministériel du 16 décembre 2021 portant des mesures d'organisations internes en vue de la coordination, la rationalisation et l'accélération de la digitalisation de la Justice sont considérées comme une mission au sens de l'article 323bis, § 2. ».

Art. 50. Dans l'article 352ter du même Code, inséré par la loi du 4 mai 2016, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation ».

Art. 51. À l'article 357 du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 1999 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 février 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la première phrase commençant par les mots « Le supplément » et finissant par les mots « le Roi. » est remplacée par la phrase suivante :

« Le supplément de traitement de 2602,89 euros visé à l'alinéa 1^{er}, 4° et 8°, est porté à 6544,39 euros pour les substitués et les juges y visés qui sont porteurs d'un diplôme attestant une formation spécialisée en

3° in paragraaf 4, wordt de derde zin aangevuld met de woorden "alsook voor de titularissen van een ambt in een klasse van het niveau A.".

Art. 42. In artikel 287ter/1, §§ 1, 6, 7, 8 en 9, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 april 2014 en gewijzigd bij de wet van 4 mei 2016, worden de woorden "artikel 160, § 8, derde lid" telkens vervangen door de woorden "artikel 160, § 8, vierde lid".

Art. 43. In artikel 287sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 25 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 23 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "of van lid van het gerechtspersoneel" vervangen door de woorden "of referendaris bij het Hof van Cassatie";

2° in het zevende lid wordt de tweede zin die aanvangt met de woorden "De oproep kan" en eindigt met de woorden "proef vastleggen." opgeheven;

3° in het achtste lid, worden de woorden "in het derde lid bedoelde" opgeheven.

Art. 44. In artikel 287octies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 mei 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "bij een ter post aangetekende brief" vervangen door de woorden "bij aangetekende zending en wanneer ze elektronisch gebeurt, via een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging in de zin van artikel 3.37. van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG";

2° in het tweede lid worden de woorden "datum van verzending van de aangetekende brief" vervangen door de woorden "datum van verzending van de aangetekende zending".

Art. 45. In artikel 309ter, § 2, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 februari 2016 en gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden de woorden "artikel 357, § 4, vijfde lid," vervangen door de woorden "artikel 357, § 4, derde lid,".

Art. 46. In artikel 315ter, § 1, eerste lid, en § 7, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2019 en gewijzigd bij de wet van 28 november 2021, worden de woorden "gerechtelijke stagiairs" telkens vervangen door de woorden "magistraten in opleiding".

Art. 47. In deel II, boek II, titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 323ter ingevoegd, luidende :

"Art. 323ter. Opdrachten die in het kader van het ministerieel besluit van 16 december 2021 houdende maatregelen van interne organisatie met het oog op de coördinatie, stroomlijning en versnelling van de digitalisering van Justitie worden uitgeoefend door magistraten van de zetel worden beschouwd als een opdracht in de zin van artikel 323bis, § 1.".

Art. 48. In artikel 326ter, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 23 december 2021, wordt de volgende zin ingevoegd tussen de eerste en de tweede zin :

"Deze opdracht kan al dan niet vanuit de standplaats worden uitgeoefend.".

Art. 49. In deel II, boek II, titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 327quater ingevoegd, luidende :

"Art. 327quater. Opdrachten die in het kader van het ministerieel besluit van 16 december 2021 houdende maatregelen van interne organisatie met het oog op de coördinatie, stroomlijning en versnelling van de digitalisering van Justitie worden uitgeoefend door magistraten van het openbaar ministerie worden beschouwd als een opdracht in de zin van artikel 323bis, § 2.".

Art. 50. In artikel 352ter van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 mei 2016, worden de woorden "gerechtelijke stagiairs" vervangen door de woorden "magistraten in opleiding".

Art. 51. In artikel 357 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 1999 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 februari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, wordt de eerste zin, die aanvangt met de woorden "De weddebijslag" en eindigt met de woorden "de Koning opgestelde lijst." vervangen als volgt :

"De weddebijslag van 2602,89 euro bedoeld in het eerste lid, 4° en 8°, wordt opgetrokken tot 6544,39 euro indien de aldaar bedoelde substituten en rechters houder zijn van een diploma waaruit een

fiscalité, délivré par une université belge ou, pour autant que cette formation soit prise en compte par la Commission de nomination et de désignation visée à l'article 259bis-8, par un établissement d'enseignement supérieur non universitaire.»;

2° dans le paragraphe 4, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 52. Dans l'article 366, § 2, alinéa 1^{er}, 6°, du même Code, remplacé par la loi du 10 avril 2014, les mots « les services visés à l'article 12, alinéas 1 à 5, et 7, » sont remplacés par les mots « les services visés à l'article 12, alinéas 1 à 6, et 8, ».

Art. 53. Dans l'article 369 du même Code, remplacé par la loi du 10 avril 2014, les mots « article 160, § 8, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « article 160, § 8, alinéa 4 ».

Art. 54. Dans l'article 372quinquies du même Code, inséré par la loi du 10 avril 2014, les mots « article 160, § 8, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « article 160, § 8, alinéa 4 ».

Art. 55. À l'article 373 du même Code, remplacé par la loi du 25 avril 2007 et modifié en dernier lieu par la loi du 10 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, dans le 2°, les mots « par période entamée de cinq jours d'audience » sont insérés entre les mots « une prime de 123,95 euros » et les mots « par affaire au greffier » et dans le 5°, les mots « prime de direction » sont remplacés par les mots « allocation de direction »;

2° les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les paragraphes 2 à 5, rédigés comme suit :

« § 2. Si le membre du greffe, du secrétariat de parquet ou le membre du personnel de niveau A satisfait aux conditions d'octroi de plusieurs allocations pour la connaissance de la même langue, il ne reçoit que l'allocation la plus élevée.

S'il satisfait aux conditions d'octroi de plusieurs allocations pour la connaissance de deux langues, il reçoit les deux allocations. Le montant total de ces allocations ne peut toutefois excéder 150 % de l'allocation la plus élevée.

§ 3. L'allocation visée au paragraphe 1^{er}, 3°, 4° et 5°, est uniquement allouée aux membres des greffes et des secrétariats de parquet et aux membres du personnel de niveau A qui sont en activité de service et qui bénéficient d'un traitement. L'allocation n'est plus due s'il n'est plus satisfait aux conditions.

L'allocation est liquidée en même temps que le traitement. En cas de prestations incomplètes, elle est payée au prorata des prestations fournies.

§ 4. L'allocation linguistique visée au paragraphe 1^{er}, 3° et 4°, n'est pas due en cas d'interruption de l'exercice de la fonction de plus de trente jours ouvrables successifs. La suspension de l'allocation s'opère avec effet rétroactif au premier jour de l'absence.

Les absences suivantes ne sont pas considérées comme une interruption de l'exercice de la fonction :

1° un congé parental, un congé d'adoption, un congé d'accueil, un congé pour soins d'accueil et un congé lié à la protection de la maternité;

2° le congé annuel de vacances;

3° l'absence due à une maladie ou à la disponibilité, un accident du travail, un accident sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle;

4° une interruption de carrière pour assurer des soins palliatifs ou une assistance médicale et l'interruption de carrière pour aidants proches reconnus.

Par dérogation au paragraphe 3, alinéa 2, l'allocation n'est pas réduite en cas de congé pour prestations réduites justifiées par une maladie chronique, un accident du travail, un accident sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle.

§ 5. L'allocation de direction visée au paragraphe 1^{er}, 5°, n'est pas due en cas d'interruption de l'exercice de la fonction de plus de trente jours ouvrables successifs. La suspension de l'allocation s'opère avec effet rétroactif au premier jour de l'absence.

Les absences suivantes ne sont pas considérées comme une interruption de l'exercice de la fonction :

1° un congé parental et un congé lié à la protection de la maternité;

gespecialiseerde opleiding in fiscaliteit blijkt, afgegeven door een Belgische universiteit of, voor zover de opleiding in aanmerking wordt genomen door de benoemings- en aanwijzingscommissie bedoeld in artikel 259bis-8, door een niet-universitaire instelling voor hoger onderwijs.»;

2° in paragraaf 4, worden het tweede en het derde lid opgeheven.

Art. 52. In artikel 366, § 2, eerste lid, 6°, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 april 2014, worden de woorden "bedoeld in artikel 12, eerste tot vijfde lid, en zevende lid," vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 12, eerste tot zesde lid, en achtste lid,".

Art. 53. In artikel 369 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 10 april 2014, worden de woorden "artikel 160, § 8, derde lid" vervangen door de woorden "artikel 160, § 8, vierde lid".

Art. 54. In artikel 372quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 april 2014, worden de woorden "artikel 160, § 8, derde lid" vervangen door de woorden "artikel 160, § 8, vierde lid".

Art. 55. In artikel 373 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 25 april 2007 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, worden in de bepaling onder 2° de woorden "per begonnen periode van vijf zittingsdagen" ingevoegd tussen de woorden "een premie van 123,95 euro" en de woorden "per zaak aan de griffier" en wordt in de bepaling onder 5° het woord "directiepremie" vervangen door het woord "directietoelage";

2° het tweede en het derde lid worden vervangen door de paragrafen 2 tot 5, luidende :

« § 2. Indien het lid van de griffie, van het parketsecretariaat of het personeelslid van niveau A voldoet aan de toekenningsvoorwaarden van meerdere toelagen voor de kennis van dezelfde taal krijgt hij slechts de hoogste toelage.

Als hij voldoet aan de toekenningsvoorwaarden van meerdere toelagen voor de kennis van twee talen krijgt hij de twee toelagen. Het totaalbedrag van deze toelagen mag echter niet meer bedragen dan 150 % van de hoogste toelage.

§ 3. De toelage bedoeld in paragraaf 1, 3°, 4° en 5°, wordt enkel toegekend aan de leden van de griffies, van de parketsecretariaten, en de personeelsleden van niveau A die in dienstactiviteit zijn en een wedde genieten. De toelage is niet langer verschuldigd als niet langer aan de voorwaarden wordt voldaan.

De toelage wordt tegelijk met de wedde vereffend. Bij onvolledige prestaties wordt zij naar rata van de geleverde prestaties uitbetaald.

§ 4. De taaltoelage bedoeld in paragraaf 1, 3° en 4°, is niet verschuldigd in het geval van onderbreking van de ambtsuitoefening van meer dan dertig opeenvolgende werkdagen. De schorsing van de toelage gebeurt met terugwerkende kracht op de eerste dag van de afwezigheid.

De volgende afwezigheden worden niet beschouwd als een onderbreking van de ambtsuitoefening :

1° een ouderschapsverlof, een adoptieverlof, een opvangverlof, een pleegzorgverlof en een verlof verbonden aan de bescherming van het moederschap;

2° het jaarlijks vakantieverlof;

3° de afwezigheid door een ziekte of beschikbaarheid, een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar of van het werk of een beroepsziekte;

4° een loopbaanonderbreking om palliatieve zorgen of medische bijstand te verstrekken en loopbaanonderbreking voor erkende mantelzorg.

In afwijking van paragraaf 3, tweede lid, wordt de toelage niet verminderd bij een verlof wegens verminderde prestaties die gewettigd zijn door een chronische ziekte, een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar en van het werk of een beroepsziekte.

§ 5. De directietoelage bedoeld in paragraaf 1, 5°, is niet verschuldigd in het geval van onderbreking van de ambtsuitoefening van meer dan dertig opeenvolgende werkdagen. De schorsing van de toelage gebeurt met terugwerkende kracht op de eerste dag van de afwezigheid.

De volgende afwezigheden worden niet beschouwd als een onderbreking van de ambtsuitoefening :

1° een ouderschapsverlof en een verlof verbonden aan de bescherming van het moederschap;

2° un congé annuel de vacances;

3° une absence due à un accident du travail, à un accident sur le chemin du travail ou à une maladie professionnelle. ».

Art. 56. Dans l'article 383, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 17 juillet 1984, l'alinéa 3 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les magistrats de la Cour de cassation qui à leur propre demande sont admis à la retraite avant l'âge légal et qui, en outre, ont été autorisés à porter le titre honorifique de leur fonction peuvent à leur demande être désignés selon le cas par le premier président de la Cour de cassation ou le procureur général près cette Cour pour exercer les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de septante ans.

Les magistrats de la Cour de cassation admis à la retraite en raison de leur âge peuvent, à leur demande, être désignés selon le cas par le premier président de la Cour de cassation ou par le procureur général près cette Cour pour exercer des fonctions de magistrat suppléant et ceux visés à l'alinéa 3 peuvent, à leur demande, continuer à exercer cette fonction au-delà de septante ans si le premier président de la Cour de cassation ou le procureur général près cette Cour l'estime utile en raison des nécessités du service. La désignation vaut pour une période d'un an et est renouvelable quatre fois. ».

Art. 57. Dans l'article 384, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « envoi recommandé, et s'il est électronique, via un service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens de l'article 3.37. du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE ».

Art. 58. Dans l'article 393/2 du même Code, inséré par la loi du 2 octobre 2017, les mots « stagiaire judiciaire » sont remplacés par les mots « magistrat en formation ».

Art. 59. À l'article 409 du même Code, remplacé par la loi du 15 juillet 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 23 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou son suppléant » sont insérés entre les mots « conseil de l'Ordre » et les mots « est chaque fois »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « ou son suppléant » sont insérés entre les mots « conseil de l'Ordre » et les mots « est chaque fois »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « ou son suppléant » sont insérés entre les mots « conseil de l'Ordre » et les mots « est chaque fois »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots « Le bâtonnier est désigné » sont remplacés par les mots « Le bâtonnier et son suppléant sont désignés parmi leurs membres »;

5° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ou son suppléant » sont insérés entre les mots « conseil de l'Ordre » et les mots « est chaque fois ».

Art. 60. À l'article 410 du même Code, remplacé par la loi du 15 juillet 2013 et modifié par les lois du 8 mai 2014 et du 23 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou son suppléant » sont insérés entre les mots « conseil de l'Ordre » et les mots « est chaque fois »;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « ou son suppléant » sont insérés entre les mots « conseil de l'Ordre » et les mots « est chaque fois »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « ou son suppléant » sont insérés entre les mots « conseil de l'Ordre » et les mots « est chaque fois »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 4, les mots « Le bâtonnier est désigné » sont remplacés par les mots « Le bâtonnier et son suppléant sont désignés parmi leurs membres »;

5° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ou son suppléant » sont insérés entre les mots « conseil de l'Ordre » et les mots « est chaque fois ».

2° een jaarlijks vakantieverlof;

3° een afwezigheid door een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar of van het werk of een beroepsziekte.".

Art. 56. In artikel 383, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 17 juli 1984, wordt het derde lid vervangen door twee leden, luidende :

"De magistraten van het Hof van Cassatie die op eigen verzoek vóór de wettelijke leeftijd zijn toegelaten tot de inruststelling en die bovendien werden gemachtigd tot het voeren van de eretitel van hun ambt, kunnen, op hun verzoek, naargelang het geval door de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie of door de procureur-generaal bij dit Hof worden aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot zij de leeftijd van zeventig jaar hebben bereikt.

De magistraten van het Hof van Cassatie toegelaten tot de inruststelling wegens hun leeftijd, kunnen, op hun verzoek, naargelang het geval door de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie of door de procureur-generaal bij dit Hof worden aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen en diegenen bedoeld in het derde lid, kunnen, op hun verzoek, na de leeftijd van zeventig jaar dat ambt blijven uitoefenen indien de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie of de procureur-generaal bij dit Hof dit nuttig acht wegens de behoeften van de dienst. De aanwijzing is geldig voor een tijdsperiode van één jaar die viermaal kan worden hernieuwd."

Art. 57. In artikel 384, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "ter post aangetekende brief" vervangen door de woorden "aangetekende zending en wanneer ze elektronisch gebeurt, via een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging in de zin van artikel 3.37. van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG,".

Art. 58. In artikel 393/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 oktober 2017, worden de woorden "gerechtelijk stagiair" vervangen door de woorden "magistraat in opleiding".

Art. 59. In artikel 409 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 juli 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 23 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "of zijn plaatsvervanger" ingevoegd tussen de woorden "raad van de Orde" en de woorden "wordt telkens";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "of zijn plaatsvervanger" ingevoegd tussen de woorden "raad van de Orde" en de woorden "wordt telkens";

3° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "of zijn plaatsvervanger" ingevoegd tussen de woorden "raad van de Orde" en de woorden "wordt telkens";

4° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden "De stafhouder wordt aangewezen" vervangen door de woorden "De stafhouder en zijn plaatsvervanger worden onder hun leden aangewezen";

5° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "of zijn plaatsvervanger" ingevoegd tussen de woorden "raad van de Orde" en de woorden "wordt telkens".

Art. 60. In artikel 410 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 juli 2013 en gewijzigd bij de wetten van 8 mei 2014 en 23 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "of zijn plaatsvervanger" ingevoegd tussen de woorden "raad van de Orde" en de woorden "wordt telkens";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "of zijn plaatsvervanger" ingevoegd tussen de woorden "raad van de Orde" en de woorden "wordt telkens";

3° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "of zijn plaatsvervanger" ingevoegd tussen de woorden "raad van de Orde" en de woorden "wordt telkens";

4° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden "De stafhouder wordt aangewezen" vervangen door de woorden "De stafhouder en zijn plaatsvervanger worden onder hun leden aangewezen";

5° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "of zijn plaatsvervanger" ingevoegd tussen de woorden "raad van de Orde" en de woorden "wordt telkens".

Art. 61. À l'article 411, § 1^{er}, du même Code, remplacé par la loi du 15 juillet 2013 et modifié en dernier lieu par la loi du 5 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « une période de cinq ans non renouvelable » sont remplacés par les mots « une période de sept ans renouvelable »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « Les chefs de corps » sont remplacés par les mots « Les magistrats effectifs qui exercent un mandat de chef de corps ».

Art. 62. Dans la deuxième partie, livre II, titre V, chapitre III, section 1^{re}, du même Code, il est inséré un article 411/2 rédigé comme suit :

« Art. 411/2. Le Roi détermine l'indemnité qui peut être allouée aux juges, aux conseillers et aux assesses des juridictions disciplinaires. ».

CHAPITRE 3. — *Modification de l'annexe au Code judiciaire*

Art. 63. Dans l'article 1^{er}, section 4 de l'annexe au Code judiciaire, remplacée par la loi du 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 3°, les mots « un canton judiciaire dont le siège est établi à Auderghem » sont remplacés par les mots « le canton judiciaire d'Auderghem; le siège en est établi à Etterbeek »;

b) dans le 10°, les mots « un canton judiciaire dont le siège est établi à Ixelles » sont remplacés par les mots « le canton judiciaire d'Ixelles; le siège en est établi à Bruxelles »;

c) dans le 11°, les mots « un canton judiciaire dont le siège est établi à Ganshoren » sont remplacés par les mots « le canton judiciaire de Ganshoren; le siège en est établi à Bruxelles ».

CHAPITRE 4. — *Modifications de la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature*

Art. 64. Dans l'article 2, § 2, troisième tiret, de la loi du 8 mars 1999 instaurant un Conseil consultatif de la magistrature, remplacé par la loi du 13 mars 2001, les mots « des tribunaux du commerce » sont remplacés par les mots « des tribunaux de l'entreprise » et les mots « tribunal du commerce » sont remplacés par les mots « tribunal de l'entreprise ».

Art. 65. À l'article 3 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 15 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, deuxième tiret, les mots « des tribunaux du commerce » sont remplacés par les mots « des tribunaux de l'entreprise »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, troisième tiret, les mots « , des juges au tribunal de police, des juges de paix de complément et des juges de complément au tribunal de police » sont remplacés par les mots « et des juges au tribunal de police »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots « et les magistrats fédéraux » sont remplacés par les mots « , les magistrats de liaison en matière de jeunesse, les magistrats fédéraux et les magistrats du parquet de la sécurité routière »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « ministère de la Justice » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Justice ».

Art. 66. Dans l'article 6, § 2, de la même loi, les mots « ministère de la Justice » sont remplacés par les mots « Service public fédéral Justice ».

CHAPITRE 5. — *Modifications de la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et la gestion des connaissances et portant création de l'Institut de formation judiciaire*

Art. 67. À l'article 2 de la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et la gestion des connaissances et portant création de l'Institut de formation judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi du 15 avril 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 3°, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation »;

b) il est inséré un 5/1° rédigé comme suit :

« 5/1° candidat-magistrats; »;

c) il est inséré un 5/2° rédigé comme suit :

« 5/2° criminologues; ».

Art. 61. In artikel 411, § 1, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 juli 2013 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden "een niet-hernieuwbare termijn van vijf jaar" vervangen door de woorden "een hernieuwbare termijn van zeven jaar";

2° in het tweede lid, worden de woorden "De korpschefs" vervangen door de woorden "De werkende magistraten die een mandaat van korpschef uitoefenen".

Art. 62. In deel II, boek II, titel V, hoofdstuk III, afdeling I, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 411/2 ingevoegd, luidende :

"Art. 411/2. De Koning bepaalt welke vergoeding aan de rechters, raadsheren en assessoren van de tuchtrechtscolleges kan worden toegekend."

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek*

Art. 63. In artikel 1, afdeling 4 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 25 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 3°, worden de woorden "een gerechtelijk kanton; de zetel van het gerecht is gevestigd te Oudergem" vervangen door de woorden "het gerechtelijk kanton Oudergem; de zetel van het gerecht is gevestigd te Etterbeek";

b) in de bepaling onder 10°, worden de woorden "een gerechtelijk kanton; de zetel van het gerecht is gevestigd te Elsene" vervangen door de woorden "het gerechtelijk kanton Elsene; de zetel van het gerecht is gevestigd te Brussel";

c) in de bepaling onder 11°, worden de woorden "een gerechtelijk kanton; de zetel van het gerecht is gevestigd te Ganshoren" vervangen door de woorden "het gerechtelijk kanton Ganshoren; de zetel van het gerecht is gevestigd te Brussel".

HOOFDSTUK 4. — *Wijzigingen van de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur*

Art. 64. In de Franse tekst van artikel 2, § 2, derde streepje, van de wet van 8 maart 1999 tot instelling van een Adviesraad van de magistratuur, vervangen bij de wet van 13 maart 2001, worden de woorden "des tribunaux du commerce" vervangen door de woorden "des tribunaux de l'entreprise" en worden de woorden "tribunal du commerce" vervangen door de woorden "tribunal de l'entreprise".

Art. 65. In artikel 3 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, tweede lid, tweede streepje, worden in de Franse tekst de woorden "des tribunaux du commerce" vervangen door de woorden "des tribunaux de l'entreprise";

2° in paragraaf 1, tweede lid, derde streepje, worden de woorden " , de rechters in de politierechtbank, de toegevoegde vrederechters en de toegevoegde rechters in de politierechtbank" vervangen door de woorden "en de rechters in de politierechtbank";

3° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "en de federale magistraten" vervangen door de woorden " , de verbindingsmagistraten in jeugdzaken, de federale magistraten en de magistraten van het parket voor de verkeersveiligheid";

4° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "het ministerie van Justitie" vervangen door de woorden "de Federale Overheidsdienst Justitie".

Art. 66. In artikel 6, § 2, van dezelfde wet worden de woorden "het ministerie van Justitie" vervangen door de woorden "de Federale Overheidsdienst Justitie".

HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingen van de wet van 31 januari 2007 inzake de gerechtelijke opleiding en kennisbeheer en tot oprichting van het Instituut voor gerechtelijke opleiding*

Art. 67. In artikel 2 van de wet van 31 januari 2007 inzake de gerechtelijke opleiding en kennisbeheer en tot oprichting van het Instituut voor gerechtelijke opleiding, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 15 april 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 3° worden de woorden "gerechtelijke stagiairs" vervangen door de woorden "magistraten in opleiding";

b) een bepaling onder 5/1° wordt ingevoegd, luidende :

"5/1° de kandidaat-magistraten;";

c) een bepaling onder 5/2°, wordt ingevoegd, luidende :

"5/2° de criminologen;".

Art. 68. À l'article 13 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 18 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En vue de l'exécution des programmes visés aux articles 8 et 8/1, il peut être fait appel à des établissements d'enseignement qui relèvent des Communautés ou sont financés par elles ainsi qu'à des organismes agréés, compétents en matière de formation professionnelle pour au maximum la moitié de l'offre annuelle totale d'heures de cours. »;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 69. Dans l'article 26, alinéa 1^{er}, 1°, de la même loi, les mots « des stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « des magistrats en formation ».

Art. 70. Dans l'article 27, alinéa 4, de la même loi, inséré par la loi du 4 mai 2016 et modifié par la loi du 6 juillet 2017, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation ».

Art. 71. À l'article 38 de la même loi, modifié par les lois du 19 décembre 2014 et du 18 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « des ressources budgétaires fournies » sont remplacés par les mots « d'une dotation fournie »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « Ces ressources budgétaires » sont remplacés par les mots « La dotation » et le mot « élève » est remplacé par le mot « élève »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'Institut dispose également de recettes propres pour autant que celles-ci s'inscrivent dans le cadre de ses missions, définies aux articles 8 et 8/1. Elles sont inscrites au budget de l'Institut en tant que crédits non limitatifs. Les soldes à la fin d'un exercice budgétaire sont reportés automatiquement à l'exercice budgétaire suivant. ».

Art. 72. À l'article 42 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, les mots « gerechtelijke stagiairs » sont remplacés par les mots « magistraten in opleiding »;

b) dans l'alinéa 2, 1°, les mots « des stages visés à l'article 259octies, § 2, alinéa 1^{er}, 2^e tiret » sont remplacés par les mots « des stages externes visés à l'article 259octies, § 2, alinéa 1^{er}, deuxième et troisième tirets »;

c) dans l'alinéa 2, 2°, 4° et 6°, le mot « stagiaire » est chaque fois remplacé par les mots « magistrat en formation »;

d) dans l'alinéa 2, 9°, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation ».

Art. 73. À l'article 43 de la même loi, modifié par la loi du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 4, le mot « stagiaire » est remplacé par les mots « magistrat en formation »;

2° dans l'alinéa 7, la phrase « Ils sont assimilés aux agents de classe A3. » est abrogée.

CHAPITRE 6. — *Modifications de la loi du 4 février 2018 contenant les missions et la composition de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation*

Art. 74. Dans l'article 30, 1°, de la loi du 4 février 2018 contenant les missions et la composition de l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation, les mots « stagiaires judiciaires » sont remplacés par les mots « magistrats en formation ».

Art. 75. Dans l'article 33, § 1^{er}, alinéa 6, de la même loi, les mots « promotion et/ou changement de grade » sont remplacés par les mots « promotion ou changement de grade ».

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Section 1^{re}. — *Dispositions transitoires*

Art. 76. Le Collège des cours et tribunaux siège pour son terme restant selon les modalités et sa composition applicables avant l'entrée en vigueur de l'article 182 du Code judiciaire, modifié par la présente loi.

Le président élu au moment de l'entrée en vigueur de l'article 182 du Code judiciaire modifié par la présente loi continue, avec son consentement, d'exercer ce mandat jusqu'à la désignation du nouveau Collège

Art. 68. In artikel 13 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“Voor de uitvoering van de programma's bedoeld in de artikelen 8 en 8/1 kan een beroep gedaan worden op onderwijsinstellingen die afhangen van of gefinancierd worden door de Gemeenschappen en op erkende instellingen die bevoegd zijn op het vlak van de beroepsopleiding en dat voor maximaal de helft van het totaal jaaraanbod lesuren.”;

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 69. In artikel 26, eerste lid, 1° van dezelfde wet, worden de woorden “de gerechtelijke stagiairs” vervangen door de woorden “de magistraten in opleiding”.

Art. 70. In artikel 27, vierde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 mei 2016 en gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017 worden de woorden “gerechtelijke stagiaires” vervangen door de woorden “magistraten in opleiding”.

Art. 71. In artikel 38 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 19 december 2014 en 18 juni 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord “begrotingsmiddelen” vervangen door de woorden “een dotatie”;

2° in het tweede lid, wordt het woord “begrotingsmiddelen” vervangen door het woord “dotatie” en wordt het woord “bedragen” vervangen door het woord “bedraagt”;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Het Instituut beschikt tevens over eigen ontvangsten voor zover deze kaderen binnen haar opdrachten, zoals bepaald in de artikelen 8 en 8/1. Zij worden in de begroting van het Instituut ingeschreven als niet-limitatieve kredieten. De saldi op het einde van een begrotingsjaar worden automatisch overgedragen naar het volgende begrotingsjaar.”.

Art. 72. In artikel 42 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden “gerechtelijke stagiairs” vervangen door de woorden “magistraten in opleiding”;

b) in het tweede lid, 1°, worden de woorden “stages bedoeld in artikel 259octies, § 2, eerste lid, tweede gedachtestreepje” vervangen door de woorden “externe stages bedoeld in artikel 259octies, § 2, eerste lid, tweede en derde gedachtestreepje”;

c) in het tweede lid, 2°, 4° en 6°, wordt het woord “stagiair” telkens vervangen door de woorden “magistraat in opleiding”;

d) in het tweede lid, 9°, worden de woorden “gerechtelijke stagiairs” vervangen door de woorden “magistraten in opleiding”.

Art. 73. In artikel 43 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid wordt het woord “stagiair” vervangen door de woorden “magistraat in opleiding”;

2° in het zevende lid wordt de zin “Zij worden gelijkgesteld met de ambtenaar van klasse A3.” opgeheven.

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingen van de wet van 4 februari 2018 houdende de opdrachten en de samenstelling van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring*

Art. 74. In artikel 30, 1°, van de wet van 4 februari 2018 houdende de opdrachten en de samenstelling van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring, worden de woorden “gerechtelijke stagiairs” vervangen door de woorden “magistraten in opleiding”.

Art. 75. In artikel 33, § 1, zesde lid, van dezelfde wet worden de woorden “bevordering en/of verandering van graad” vervangen door de woorden “bevordering of verandering van graad”.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Afdeling 1. — *Overgangsbepalingen*

Art. 76. Het College van de hoven en rechtbanken zetelt voor zijn resterende termijn volgens de wijze en samenstelling zoals ze van toepassing was vóór de inwerkingtreding van artikel 182 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij deze wet.

Met zijn instemming blijft de voorzitter die op het ogenblik van de inwerkingtreding van artikel 182 van het Gerechtelijk Wetboek zoals gewijzigd door deze wet was verkozen, dit mandaat uitoefenen tot aan

qui suit les élections du Collège en 2024. Toutes les nouvelles dispositions lui sont applicables à l'exception de l'article 182, § 4, alinéa 2, du même Code modifié par la présente loi. Son mandat de chef de corps prend fin de façon anticipative. L'article 259^{quater}, § 7, alinéa 3, du même Code ne lui est néanmoins pas applicable.

Le vice-président est élu pour la première fois lors de la désignation du nouveau Collège qui suit les élections du Collège en 2024, en même temps que le nouveau président.

Durant le mandat en cours du Collège, les compétences attribuées au président et au vice-président sont exercées par le président.

Art. 77. Le Collège du ministère public siège pour son terme restant selon les modalités et la composition applicables avant l'entrée en vigueur de l'article 184 du Code judiciaire, modifié par la présente loi.

Art. 78. Les stages judiciaires ayant débuté avant l'entrée en vigueur de l'article 259^{octies} du Code judiciaire, modifié par la présente loi se déroulent selon les règles qui étaient en application avant l'entrée en vigueur de l'article 259^{octies} du Code judiciaire, modifié par la présente loi.

Art. 79. Les lauréats de l'examen d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation organisé avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou toujours en cours au moment de celle-ci sont réputés avoir réussi, pour une période de trois ans à partir du procès-verbal de la délibération, la sélection comparative pour la fonction d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation visé à l'article 260, § 1^{er}, du Code judiciaire, modifié par la présente loi. Lors de leur nomination, ils sont intégrés dans la classe A1.

Art. 80. Les membres du personnel qui pendant six ans minimum ont exercé une fonction du niveau B au moins et qui possèdent un diplôme ou un certificat entrant en ligne de compte pour l'accès à une fonction du niveau A dans les administrations de l'État, ou qui pendant dix ans minimum ont exercé une fonction du niveau B au moins s'ils ne possèdent pas un tel diplôme ou certificat, sont dispensés jusqu'à six ans après l'entrée en vigueur de la présente loi de la condition d'ancienneté visée à l'article 262, § 2/1, 1^o, du Code judiciaire inséré par la présente loi.

Les membres du personnel qui ont été nommés dans un titre de la classe A2 et qui ont au moins neuf ans d'ancienneté de niveau dans le niveau A sont dispensés jusqu'à six ans après l'entrée en vigueur de la présente loi de la condition prévue à l'article 262, § 2/2, 1^o, du Code judiciaire inséré par la présente loi.

Les membres du personnel qui ont été nommés dans un titre de la classe A1 et qui ont au moins neuf ans d'ancienneté de niveau dans le niveau A sont dispensés jusqu'à six ans après l'entrée en vigueur de la présente loi de la condition prévue à l'article 262, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code judiciaire modifié par la présente loi.

Art. 81. Les membres du personnel qui pendant six ans minimum ont exercé une fonction du niveau B au moins et qui possèdent un diplôme ou un certificat entrant en ligne de compte pour l'accès à une fonction du niveau A dans les administrations de l'État, ou qui pendant dix ans minimum ont exercé une fonction du niveau B au moins s'ils ne possèdent pas un tel diplôme ou certificat, sont dispensés jusqu'à six ans après l'entrée en vigueur de la présente loi de la condition d'ancienneté visée à l'article 263, § 4, 1^o, du Code judiciaire inséré par la présente loi.

Art. 82. Les membres du personnel qui pendant six ans minimum ont exercé une fonction du niveau B au moins et qui possèdent un diplôme ou un certificat entrant en ligne de compte pour l'accès à une fonction du niveau A dans les administrations de l'État, ou qui pendant dix ans minimum ont exercé une fonction du niveau B au moins s'ils ne possèdent pas un tel diplôme ou certificat, sont dispensés jusqu'à six ans après l'entrée en vigueur de la présente loi de la condition d'ancienneté visée à l'article 265, § 2, 1^o, du Code judiciaire modifié par la présente loi.

Les membres du personnel qui ont été nommés dans un titre de la classe A2 et qui ont au moins neuf ans d'ancienneté de niveau dans le niveau A sont dispensés jusqu'à six ans après l'entrée en vigueur de la présente loi de la condition prévue à l'article 265, § 2/1, 1^o, du Code judiciaire inséré par la présente loi.

Les membres du personnel qui ont été nommés dans un titre de la classe A1 et qui ont au moins neuf ans d'ancienneté de niveau dans le niveau A sont dispensés jusqu'à six ans après l'entrée en vigueur de la présente loi de la condition prévue à l'article 265, § 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code judiciaire modifié par la présente loi.

de l'aanstelling van het nieuwe College volgend op de verkiezingen van het College in 2024. Alle nieuwe bepalingen zijn op hem van toepassing met uitzondering van artikel 182, § 4, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij deze wet. Zijn mandaat van korpschef neemt voortijdig een einde. Artikel 259^{quater}, § 7, derde lid, van hetzelfde Wetboek is evenwel niet op hem van toepassing.

De ondervoorzitter wordt voor het eerst verkozen bij de aanstelling van het nieuwe College volgend op de verkiezingen van het College in 2024, samen met de nieuwe voorzitter.

Gedurende het lopende mandaat van het College worden de bevoegdheden die aan de voorzitter en ondervoorzitter zijn toegewezen uitgeoefend door de voorzitter.

Art. 77. Het College van het openbaar ministerie zetelt voor zijn resterende termijn volgens de wijze en samenstelling zoals ze van toepassing is voor de inwerkingtreding van artikel 184 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij deze wet.

Art. 78. De gerechtelijk stages die een aanvang genomen hebben vóór de inwerkingtreding van artikel 259^{octies} van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij deze wet, verlopen volgens de regels zoals ze van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van artikel 259^{octies} van het Gerechtelijk Wetboek, zoals gewijzigd bij deze wet.

Art. 79. De laureaten van het examen van attaché bij de dienst documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie dat georganiseerd werd vóór of nog loopt op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, worden voor een periode van drie jaren vanaf de datum van het proces-verbaal van de beraadslaging geacht geslaagd te zijn voor de vergelijkende selectie voor de functie van attaché bij de dienst documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie bedoeld in artikel 260, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek zoals gewijzigd bij deze wet. Zij worden bij hun benoeming ingeschaald in de klasse A1.

Art. 80. Personeelsleden die ten minste zes jaar een ambt hebben bekleed van minstens het niveau B en beschikken over een diploma of getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen, of ten minste tien jaar een ambt hebben bekleed van minstens het niveau B wanneer ze niet beschikken over dergelijk diploma of getuigschrift, zijn tot zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet vrijgesteld van de vereiste van de ancienniteit bedoeld in artikel 262, § 2/1, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek zoals ingevoegd bij deze wet.

Personeelsleden die benoemd zijn in een titel van de klasse A2 en over ten minste negen jaar niveau-ancienniteit in het niveau A beschikken, zijn tot zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet vrijgesteld van de vereiste opgenomen in artikel 262, § 2/2, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek zoals ingevoegd bij deze wet.

Personeelsleden die benoemd zijn in een titel van de klasse A1 en over ten minste negen jaar niveau-ancienniteit in het niveau A beschikken, zijn tot zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet vrijgesteld van de vereiste opgenomen in artikel 262, § 3, eerste lid, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek zoals gewijzigd bij deze wet.

Art. 81. Personeelsleden die ten minste zes jaar een ambt hebben bekleed van minstens het niveau B en beschikken over een diploma of getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen, of ten minste tien jaar een ambt hebben bekleed van minstens het niveau B wanneer ze niet beschikken over dergelijk diploma of getuigschrift, zijn tot zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet vrijgesteld van de vereiste van de ancienniteit bedoeld in artikel 263, § 4, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek zoals ingevoegd bij deze wet.

Art. 82. Personeelsleden die ten minste zes jaar een ambt hebben bekleed van minstens het niveau B en beschikken over een diploma of getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen, of ten minste tien jaar een ambt hebben bekleed van minstens het niveau B wanneer ze niet beschikken over dergelijk diploma of getuigschrift, zijn tot zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet vrijgesteld van de vereiste van de ancienniteit bedoeld in artikel 265, § 2, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek zoals gewijzigd bij deze wet.

Personeelsleden die benoemd zijn in een titel van de klasse A2 en over ten minste negen jaar niveau-ancienniteit in het niveau A beschikken, zijn tot zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet vrijgesteld van de vereiste opgenomen in artikel 265, § 2/1, eerste lid, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek zoals ingevoegd bij deze wet.

Personeelsleden die benoemd zijn in een titel van de klasse A1 en over ten minste negen jaar niveau-ancienniteit in het niveau A beschikken, zijn tot zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet vrijgesteld van de vereiste opgenomen in artikel 265, § 3, eerste lid, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek zoals gewijzigd bij deze wet.

Art. 83. Les membres du personnel qui pendant six ans minimum ont exercé une fonction du niveau B au moins et qui possèdent un diplôme ou un certificat entrant en ligne de compte pour l'accès à une fonction du niveau A dans les administrations de l'État, ou qui pendant dix ans minimum ont exercé une fonction du niveau B au moins s'ils ne possèdent pas un tel diplôme ou certificat, sont dispensés jusqu'à six ans après l'entrée en vigueur de la présente loi de la condition d'ancienneté visée à l'article 266, § 4, 1^o, du Code judiciaire inséré par la présente loi.

Art. 84. Lorsqu'une fonction non vacante dans laquelle est nommé le membre du personnel au moment de l'entrée en vigueur de la loi est pondérée sur la base de l'arrêté royal du 15 mai 2018 portant la classification des fonctions de niveau A dans l'organisation judiciaire, dans une classe supérieure à celle dans laquelle il est nommé au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, selon le cas le Collège des cours et tribunaux ou le Collège du ministère public ou, à l'égard de la Cour de cassation, le ministre de la Justice, décide, sur avis du comité de direction, si la place doit être ouverte dans une fonction supérieure.

Art. 85. Lorsque l'emploi de greffier chef de service, de secrétaire chef de service, de greffier en chef ou de secrétaire en chef n'est pas vacant au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, et que l'emploi est pondéré dans une classe supérieure à celle qui était attribuée au titre auquel l'emploi est rattaché avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 29 mars 2022 modifiant l'arrêté royal du 15 mai 2018 portant la classification des fonctions de niveau A dans l'organisation judiciaire, le Collège compétent décide, après avis du comité de direction concerné, si ce poste est déclaré vacant. Si le titulaire de l'emploi n'est pas nommé ou désigné à la suite de cette vacance, il conserve son traitement et porte le titre honorifique de son ancien emploi.

Lorsque l'emploi concerné est un mandat de greffier en chef ou de secrétaire en chef, l'emploi est déclaré vacant au plus tard à la fin du mandat en cours du titulaire du mandat. Pendant la durée du mandat en cours, le greffier en chef ou le secrétaire en chef concerné titulaire d'un mandat reçoit des fonctions supérieures dans la classe qui est attribuée à cette fonction par l'arrêté royal du 29 mars 2022 modifiant l'arrêté royal du 15 mai 2018 portant la classification des fonctions de niveau A dans l'organisation judiciaire.

Art. 86. Les experts nommés à titre définitif près un greffe, un secrétariat de parquet ou, le cas échéant, un service d'appui et qui ont réussi une sélection comparative visée à l'article 264 du Code judiciaire peuvent être promu au grade de greffier pendant une période de six ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 87. Les experts nommés à titre définitif près un greffe, un secrétariat de parquet ou, le cas échéant, un service d'appui et qui ont réussi une sélection comparative visée à l'article 267 du Code judiciaire peuvent être promu au grade de secrétaire pendant une période de six ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 88. Les sélections aux emplois de greffier-chef de service, de secrétaire-chef de service, de greffier en chef et de secrétaire en chef entamées avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont achevées conformément aux dispositions en vigueur au moment où elles ont été entamées. Les lauréats de la sélection sont nommés dans la classe correspondant à l'article 72 de la loi du 10 avril 2014 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue d'instaurer une nouvelle carrière pécuniaire pour le personnel judiciaire ainsi qu'un système de mandats pour les greffiers en chef et les secrétaires en chef.

Art. 89. La prime visée à l'article 373, § 1^{er}, 2^o, du Code judiciaire tel que modifié par la présente loi, s'applique aux affaires en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 90. La désignation des assesseurs visés à l'article 411 du Code judiciaire dont le mandat de cinq ans est en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et qui continuent à remplir les conditions pour pouvoir siéger dans les juridictions disciplinaires est prolongée d'office de deux ans.

Art. 83. Personeelsleden die ten minste zes jaar een ambt hebben bekleed van minstens het niveau B en beschikken over een diploma of getuigschrift in aanmerking komend voor de toelating tot een ambt van het niveau A bij de Rijksbesturen, of ten minste tien jaar een ambt hebben bekleed van minstens het niveau B wanneer ze niet beschikken over dergelijk diploma of getuigschrift, zijn tot zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet vrijgesteld van de vereiste van de anciënniteit bedoeld in artikel 266, § 4, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek zoals ingevoegd bij deze wet.

Art. 84. Wanneer een functie die niet vacant is en waarin het personeelslid op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet is benoemd, wordt gewogen op grond van het koninklijk besluit van 15 mei 2018 houdende de classificatie van de functies van het niveau A binnen de rechterlijke organisatie, in een hogere klasse dan die waarin hij op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet is benoemd, beslist naar gelang het geval het College van de hoven en rechtbanken of het College van het openbaar ministerie of, wat het Hof van Cassatie betreft, de minister van Justitie, op advies van het directiecomité, of de betrekking in een hogere functie moet worden opgesteld.

Art. 85. Wanneer de betrekking van griffier-hoofd van dienst, secretaris-hoofd van dienst, hoofdgriffier of hoofdsecretaris op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet niet vacant is, en de functie hoger gewogen wordt dan de klasse die voor de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 29 maart 2022 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 mei 2018 houdende de classificatie van de functies van het niveau A binnen de rechterlijke organisatie toegekend werd aan de titel waaraan de functie verbonden is, beslist het bevoegde College, op advies van het betrokken directiecomité of deze betrekking vacant wordt verklaard. Indien de titularis van de betrekking niet benoemd of aangewezen wordt naar aanleiding van deze vacature, behoudt hij zijn wedde en draagt hij de eretitel van zijn vroegere betrekking.

Wanneer het gaat om een betrekking in een mandaat van hoofdgriffier of hoofdsecretaris dan wordt de betrekking ten laatste op het einde van het lopende mandaat van de mandaathouder vacant verklaard. Tijdens het lopende mandaat krijgt de betrokken mandaathouder hoofdgriffier of hoofdsecretaris hogere functies toegekend in de klasse die krachtens het koninklijk besluit van 29 maart 2022 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 mei 2018 houdende de classificatie van de functies van het niveau A binnen de rechterlijke organisatie, wordt toegekend aan deze functie.

Art. 86. De deskundigen die vast benoemd zijn bij een griffie, een parketsecretariaat of in voorkomend geval een steundienst en die geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie bedoeld in artikel 264 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen worden bevorderd tot de graad van griffier gedurende een periode van zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 87. De deskundigen die vast benoemd zijn bij een griffie, een parketsecretariaat of in voorkomend geval een steundienst en die geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie bedoeld in artikel 267 van het Gerechtelijk Wetboek kunnen worden bevorderd tot de graad van secretaris gedurende een periode van zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 88. De selecties voor de betrekkingen van griffier-hoofd van dienst, secretaris-hoofd van dienst, hoofdgriffier, hoofdsecretaris die opgestart werden voor de inwerkingtreding van deze wet, worden afgerond volgens de bepalingen die van kracht waren op het ogenblik dat ze werden opgestart. De laureaten van de selectie worden benoemd in de klasse overeenstemmend met artikel 72 van de wet van 10 april 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het invoeren van een nieuwe geldelijke loopbaan voor het gerechtspersoneel en van een mandatenstelsel voor de hoofdgriffiers en de hoofdsecretarissen.

Art. 89. De premie bedoeld in artikel 373, § 1, 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek zoals gewijzigd bij deze wet, geldt voor de zaken die lopende zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet.

Art. 90. De aanwijzing van de assessoren bedoeld in artikel 411 van het Gerechtelijk Wetboek wier mandaat van vijf jaar reeds loopt bij de inwerkingtreding van deze wet, en die nog steeds voldoen aan de voorwaarden om te zetelen in de tuchtrechtscolleges, wordt automatisch met twee jaar verlengd.

Art. 91. Les articles 24 et 25 s'appliquent aux places vacantes publiées après l'entrée en vigueur de la présente loi.

Section 2. — Disposition abrogatoire

Art. 92. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 20 mars 2002 établissant la liste des établissements d'enseignement supérieur non universitaire délivrant des diplômes attestant d'une formation spécialisée en droit fiscal;

2° l'arrêté royal du 19 novembre 2003 fixant les allocations et indemnités accordées aux membres et au secrétaire du jury du concours de recrutement pour le grade d'attaché au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation;

3° l'arrêté royal du 23 octobre 2019 transférant temporairement le siège de la justice de paix du canton de Ganshoren et le siège de la justice de paix du canton d'Ixelles à Bruxelles;

4° l'arrêté royal du 15 septembre 2020 transférant temporairement le siège de la justice de paix du canton d'Auderghem à Etterbeek.

Section 3. — Entrées en vigueur

Art. 93. Les articles 6, *b*), 85 et 88 entrent en vigueur à la même date que l'article 27 de la loi du 18 février 2014 relative à l'introduction d'une gestion autonome pour l'organisation judiciaire et au plus tard le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Ciergnon, le 26 décembre 2022.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

Chambre des représentants

(www.lachambre.be) :

Documents: n° 55-2978 (2022/2023)

Compte rendu intégral : 21 et 22 décembre 2022

Art. 91. De artikelen 24 en 25 zijn van toepassing op de vacante plaatsen gepubliceerd na de inwerkingtreding van deze wet.

Afdeling 2. — Opheffingsbepaling

Art. 92. Worden opgeheven:

1° het koninklijk besluit van 20 maart 2002 tot opstelling van een lijst van niet-universitaire instellingen van hoger onderwijs die diploma's afleveren waaruit een gespecialiseerde opleiding in het fiscaal recht blijkt;

2° het koninklijk besluit van 19 november 2003 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen toegekend aan de leden en de secretaris van de examencommissie van het vergelijkend wervingsexamen voor de graad van attaché in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie;

3° het koninklijk besluit van 23 oktober 2019 tot tijdelijke verplaatsing van de zetel van het vrederecht van het kanton Ganshoren en van de zetel van het vrederecht van het kanton Elsene naar Brussel;

4° het koninklijk besluit van 15 september 2020 tot tijdelijke verplaatsing van de zetel van het vrederecht van het kanton Oudergem naar Etterbeek.

Afdeling 3. — Inwerkintredingen

Art. 93. De artikelen 6, *b*), 85 en 88 treden in werking op dezelfde datum als artikel 27 van de wet van 18 februari 2014 betreffende de invoering van een verzelfstandigd beheer voor de rechterlijke organisatie en uiterlijk op 1 januari 2024.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Ciergnon, 26 december 2022.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken: nr 55- 2978 (2022/2023)

Integraal verslag : 21 en 22 december 2022

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2022/42872]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté royal relatif fixant les modalités pratiques de la demande de l'autorisation du ministre de l'Intérieur visée à l'article 3, alinéa premier, de la loi du 23 mars 2020 visant à flouter les images d'établissements nucléaires et sensibles et à limiter la prise ou la diffusion de photographies aériennes de ces établissements dans l'intérêt de la sécurité publique, et fixant les modalités pratiques de l'avis que rend l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire

RAPPORT AU ROI

Sire,

J'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un arrêté royal fixant les modalités pratiques de la demande de l'autorisation au ministre de l'Intérieur visée à l'article 3, alinéa premier, de la loi du 23 mars 2020 visant à flouter les images d'établissements nucléaires et sensibles et à limiter la prise ou la diffusion de photographies aériennes de ces établissements dans l'intérêt de la sécurité publique, et fixant les modalités pratiques de l'avis que rend l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2022/42872]

15 DECEMBER 2022. — Koninklijk besluit houdende de praktische modaliteiten volgens dewelke de toestemming van de minister van Binnenlandse Zaken bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 23 maart 2020 tot wazigmaking van de beelden van nucleaire installaties en kritieke inrichtingen, en tot inperking van het maken of verspreiden van luchtfoto's van die installaties en inrichtingen, in het belang van de openbare veiligheid, dient te worden gevraagd, alsook houdende de praktische modaliteiten volgens dewelke het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle advies verstrekt

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Ik heb de eer ter ondertekening van zijne Majesteit een ontwerp van koninklijk besluit voor te leggen houdende de praktische modaliteiten volgens dewelke de toestemming van de minister van Binnenlandse Zaken bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 23 maart 2020 tot wazigmaking van de beelden van nucleaire installaties en kritieke inrichtingen, en tot inperking van het maken of verspreiden van luchtfoto's van die installaties en inrichtingen, in het belang van de openbare veiligheid, dient te worden gevraagd, alsook houdende de praktische modaliteiten volgens dewelke het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle advies verstrekt.